

SENATO DELLA REPUBBLICA
— VIII LEGISLATURA —

(N. 923)

DISEGNO DI LEGGE

*approvato dalla Camera dei deputati nella seduta del 15 maggio 1980
(V. Stampato n. 599)*

*presentato dal Ministro degli Affari Esteri
(MALFATTI)*

*di concerto col Ministro del Lavoro e della Previdenza Sociale
(SCOTTI)*

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 22 maggio 1980*

Ratifica ed esecuzione delle Convenzioni nn. 92, 133 e 143
dell'Organizzazione internazionale del lavoro

DISEGNO DI LEGGE

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare le seguenti Convenzioni internazionali del lavoro:

n. 92, concernente l'alloggio dell'equipaggio a bordo, adottata a Ginevra il 18 giugno 1949;

n. 133, concernente l'alloggio dell'equipaggio a bordo delle navi (disposizioni complementari), adottato a Ginevra il 30 ottobre 1970;

n. 143, concernente le migrazioni in condizioni abusive e la promozione dell'ugua-

gianza di opportunità e di trattamento dei lavoratori migranti, adottata a Ginevra il 24 giugno 1975.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data alle Convenzioni di cui all'articolo precedente a decorrere dalla loro entrata in vigore, in conformità, rispettivamente, all'articolo 21 della Convenzione n. 92, all'articolo 15 della Convenzione n. 133 ed all'articolo 18 della Convenzione n. 143.

Art. 3.

Il Governo della Repubblica è delegato ad emanare, su proposta del Ministro del lavoro e della previdenza sociale, di concerto con il Ministro degli affari esteri, il Ministro di grazia e giustizia, il Ministro dell'industria, del commercio e dell'artigianato ed il Ministro della marina mercantile ed entro un anno dall'entrata in vigore della presente legge, decreti aventi valore di legge ordinaria, secondo i principi direttivi contenuti nelle Convenzioni nn. 92, 133 e 143, di cui all'articolo 1 della presente legge, per stabilire le norme necessarie ad assicurare l'adempimento degli obblighi derivanti dalle Convenzioni stesse.

CONVENTION (n. 92)**concernant le logement de l'équipage à bord (revisée en 1949)**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 8 juin 1949, en sa trente-deuxième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à la révision partielle de la Convention sur le logement des équipages, 1946, adoptée par la Conférence à sa vingt-huitième session, question qui est comprise dans le douzième point à l'ordre du jour de la session.

Considérant que ces propositions devraient prendre la forme d'une convention internationale,
adopte, ce dix-huitième jour de juin mil neuf cent quarante-neuf, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le logement des équipages (revisée), 1949:

PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**ARTICLE 1.**

1. La présente convention s'applique à tout navire de mer à propulsion mécanique, de propriété publique ou privée, affecté, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers et immatriculé dans un territoire pour lequel la présente convention est en vigueur.

2. La législation nationale définira quand un navire sera réputé navire de mer pour l'application de la présente convention.

3. La présente convention ne s'applique pas:

- a) aux navires jaugeant moins de 500 tonneaux;
- b) aux navires dont la voile est le principal moyen de propulsion, mais qui sont équipés d'une machine auxiliaire;
- c) aux navires affectés à la pêche, à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues;
- d) aux remorqueurs.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

4. Toutefois, la présente convention s'appliquera, dans la mesure où cela sera raisonnable et praticable:

- a) aux navires de 200 à 500 tonneaux;
- b) au logement des personnes affectées au travail normal du bord sur les navires affectés à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues.

5. En outre, il pourra être dérogé, à l'égard de tout navire, à la pleine application de l'une quelconque des prescriptions de la Partie III de la présente convention, si, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, l'autorité compétente estime que les modalités de la dérogation entraîneront des avantages ayant pour effet d'établir des conditions qui, dans l'ensemble, ne seront pas moins favorables que celles qui auraient découlé de la pleine application de la convention. Des détails sur toutes les dérogations de cette nature seront communiqués par le Membre au Directeur général du Bureau international du Travail, qui en informera les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

ARTICLE 2.

En vue de l'application de la présente convention:

- a) le terme « navire » signifie tout bâtiment auquel la convention s'applique;
- b) le terme « tonneaux » signifie les tonneaux de jauge brute;
- c) le terme « navire à passagers » signifie tout navire pour lequel est valide soit un certificat de sécurité délivré en conformité des dispositions en vigueur de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer, soit un certificat pour le transport de passagers;
- d) le terme « officier » signifie toute personne, à l'exclusion du capitaine, ayant rang d'officier d'après la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, d'après les conventions collectives ou la coutume;
- e) le terme « personnel subalterne » comprend tout membre de l'équipage autre qu'un officier;
- f) le terme « membre du personnel de maistrance » signifie tout membre du personnel subalterne exerçant une fonction de surveillance ou assumant une responsabilité spéciale, et qui est considéré comme tel par la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, par les conventions collectives ou la coutume;
- g) le terme « logement de l'équipage » comprend les postes de couchage, réfectoires, installations sanitaires, infirmeries et lieux de récréation prévus pour être utilisés par l'équipage;
- h) le terme « prescrit » signifie prescrit par la législation nationale ou par l'autorité compétente;
- i) le terme « approuvé » signifie approuvé par l'autorité compétente;

j) le terme « nouvelle immatriculation » signifie nouvelle immatriculation à l'occasion d'un changement simultané de pavillon et de propriété d'un navire.

ARTICLE 3.

1. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à maintenir en vigueur une législation propre à assurer l'application des dispositions contenues dans les parties II, III et IV de la présente convention.

2. Ladite législation:

- a) obligera l'autorité compétente à notifier les dispositions qui seront prises à tous les intéressés;
- b) précisera les personnes qui sont chargées d'en assurer l'application;
- c) prescrira des sanctions adéquates pour toute infraction;
- d) prévoira l'institution et le maintien d'un régime d'inspection propre à assurer effectivement l'observation des dispositions prises;
- e) obligera l'autorité compétente à consulter les organisations d'armateurs et/ou les armateurs et les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer en vue d'élaborer les règlements et de collaborer dans toute la mesure possible avec les parties intéressées à la mise en application de ces règlements.

PARTIE II. ETABLISSEMENT DES PLANS ET CONTRÔLE DU LOGEMENT DE L'ÉQUIPAGE

ARTICLE 4.

1. Avant que ne soit commencée la construction d'un navire, le plan de celui-ci, indiquant, à une échelle prescrite, l'emplacement et les dispositions générales du logement de l'équipage, sera soumis pour approbation à l'autorité compétente.

2. Avant que la construction du logement de l'équipage ne soit commencée, ou que le logement de l'équipage à bord d'un navire existant ne soit modifié ou reconstruit, le plan détaillé de ce logement, accompagné de tous renseignements utiles, sera soumis pour approbation à l'autorité compétente; ce plan indiquera, à une échelle prescrite et dans le détail prescrit, l'affectation de chaque local, la disposition de l'ameublement et autres installations, la nature et l'emplacement des dispositifs de ventilation, d'éclairage et de chauffage, ainsi que des installations sanitaires. Toutefois, en cas d'urgence ou de modifications ou de reconstruction temporaires exécutées en dehors du pays d'immatriculation, il sera suffisant, pour l'application de cet article, que les plans soient soumis ultérieurement, pour approbation, à l'autorité compétente.

ARTICLE 5.

L'autorité compétente inspectera tout navire et s'aussurera que le logement de l'équipage est conforme aux conditions exigées par les lois et règlements lorsque:

- a) il sera procédé à la première immatriculation ou à une nouvelle immatriculation du navire;
- b) le logement de l'équipage aura été modifié d'une manière importante ou reconstruit;
- c) soit une organisation de gens de mer reconnue *bona fide* et représentant tout ou partie de l'équipage, soit un nombre ou un pourcentage prescrit des membres de l'équipage se sera plaint à l'autorité compétente, dans la forme prescrite et assez tôt pour éviter tout retard au navire, que le logement de l'équipage n'est pas conforme aux dispositions de la convention.

PARTIE III. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU LOGEMENT
DE L'ÉQUIPAGE

ARTICLE 6.

1. L'emplacement, les moyens d'accès, la construction et la disposition du logement de l'équipage par rapport aux autres parties du navire seront tels qu'ils assureront une sécurité suffisante, une protection contre les intempéries et la mer, ainsi qu'un isolement contre la chaleur, le froid, le bruit excessif et les odeurs ou émanations provenant des autres parties du navire.

2. Sera interdite toute ouverture directe reliant les postes de couchage avec les compartiments affectés à la cargaison, les salles de machine et chaufferies, les cuisines, la lampisterie, les magasins à peinture, les magasins du pont et de la machine et autres magasins généraux, les séchoirs, les locaux affectés aux soins de propreté en commun ou les water-closets. Les parties de cloisons séparant ces locaux des postes de couchage, ainsi que les cloisons séparant ces locaux des postes de couchage, ainsi que les cloisons extérieures de ceux-ci, seront convenablement construites en acier ou en tout autre matériau approuvé, et elles seront imperméables à l'eau et aux gaz.

3. Les parois extérieures des postes de couchage et des réfectoires seront convenablement calorifugées. Les encassemements de machines, ainsi que les cloisons qui limitent les cuisines ou les autres locaux dégageant de la chaleur, seront convenablement calorifugés chaque fois que cette chaleur pourra incommoder dans les aménagements et les coursives adjacents. Des dispositions seront également prises pour réaliser une protection contre la chaleur dégagée par les canalisations de vapeur et d'eau chaude.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

4. Les cloisons intérieures seront construites en un matériau approuvé, non susceptible d'abriter de la vermine.

5. Les postes de couchage, les réfectoires, les salles de récréation et les coursives situées à l'intérieur du logement de l'équipage seront convenablement isolés de façon à éviter toute condensation ou toute chaleur excessive.

6. Les tuyauteries principales de vapeur et d'échappement des treuils et autres appareils auxiliaires semblables ne devront pas passer par le logement de l'équipage, ni, chaque fois que cela sera techniquement possible, par les coursives conduisant à ce logement. Si, dans ce dernier cas, il n'en est pas ainsi, ces tuyauteries devront être convenablement calorifugées et placées dans un encaissement.

7. Les panneaux ou vaigrages intérieurs seront faits d'un matériau dont la surface puisse aisément être maintenue en état de propreté. Seront interdits les planchéiages bouvetés ou toute autre méthode de construction susceptible d'arbitrer de la vermine.

8. L'autorité compétente décidera dans quelle mesure des dispositions tendant à prévenir l'incendie ou à en retarder la propagation devront être prises dans la construction du logement.

9. Les parois et plafonds des postes de couchage et réfectoires devront pouvoir être maintenus aisément en état de propreté et devront, s'ils sont peints, être d'une couleur claire; l'emploi d'enduits à la chaux sera interdit.

10. Les peintures des parois intérieures seront refaites ou reprises quand la nécessité s'en fera sentir.

11. Les matériaux et le mode de construction des revêtements de pont dans tout local affecté au logement de l'équipage devront être approuvés; ces revêtements seront imperméables à l'humidité et leur maintien en état de propreté devra être aisé.

12. Lorsque les revêtements de pont seront en matière composite, le raccordement avec les parois sera arrondi de manière à éviter les fentes.

13. Des dispositifs suffisants seront prévus pour l'écoulement des eaux.

ARTICLE 7.

1. Les postes de couchage et les réfectoires seront convenablement ventilés.

2. Le système de ventilation sera réglable de façon à maintenir l'air dans des conditions satisfaisantes et à en assurer une circulation suffisante par tous les temps et par tous les climats.

3. Tout navire affecté d'une façon régulière à la navigation sous les tropiques ou dans le golfe Persique sera pourvu à la fois de moyens mécaniques de ventilation et de ventilateurs électriques,

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

étant entendu qu'un seul de ces moyens pourra être employé dans les endroits où ce moyen assurera une ventilation satisfaisante.

4. Tout navire affecté à la navigation en dehors des tropiques sera pourvu soit d'un système de ventilation mécanique, soit de ventilateurs électriques. L'autorité compétente pourra exempter de cette disposition tout navire naviguant normalement dans les mers froides des hémisphères nord ou sud.

5. La force motrice nécessaire pour faire fonctionner les systèmes de ventilation prévus aux paragraphes 3 et 4 devra être disponible, dans la mesure où cela sera praticable, pendant tout le temps où l'équipage habite à bord ou y travaille, et si les circonstances l'exigent.

ARTICLE 8.

1. Sauf à bord des navires affectés exclusivement à des voyages sous les tropiques ou dans le golfe Persique, une installation convenable de chauffage sera prévue pour le logement de l'équipage.

2. L'installation de chauffage devra fonctionner dans la mesure où cela sera praticable quand l'équipage vit ou travaille à bord et si les circonstances l'exigent.

3. A bord de tout navire où doit exister une installation de chauffage, celui-ci sera assuré par la vapeur, l'eau chaude, l'air chaud ou l'électricité.

4. A bord de tout navire où le chauffage est assuré par un poêle, des dispositions seront prises pour que celui-ci soit de dimensions suffisantes, soit convenablement installé et protégé, et pour que l'air ne soit pas vicié.

5. L'installation de chauffage devrà être en mesure de maintenir dans le logement de l'équipage la température à un niveau satisfaisant dans les conditions normales de temps et de climat que le navire est susceptible de rencontrer en cours de navigation; l'autorité compétente devrà prescrire les conditions à réaliser.

6. Les radiateurs et autre appareils de chauffage seront placés de manière à éviter le risque d'incendie et à ne pas constituer une source de danger ou d'incommodité pour les occupants des locaux. Si nécessaire, ils seront munis d'un écran de protection.

ARTICLE 9.

1. Sous réserve des dérogations spéciales qui pourront être accordées pour les navires à passagers, les postes de couchage et les réfectoires seront convenablement éclairés à la lumière naturelle et seront pourvus, en outre, d'une installation convenable d'éclairage artificiel.

2. Tous les locaux réservés à l'équipage devront être convenablement éclairés. L'éclairage naturel dans les locaux d'habitation

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

devra permettre à une personne d'acuité visuelle normale de lire, par temps clair et en plein jour, un journal imprimé ordinaire en tout point de l'espace disponible pour circuler. Un système d'éclairage artificiel donnant le même résultat sera installé lorsqu'il ne sera pas possible d'obtenir un éclairage naturel convenable.

3. Tout navire sera pourvu d'une installation permettant d'éclairer à l'électricité le logement de l'équipage. S'il n'existe pas à bord deux sources indépendantes de production d'électricité, un système supplémentaire d'éclairage de secours sera prévu au moyen de lampes ou d'appareils d'éclairage de modèle approprié.

4. L'éclairage artificiel sera disposé de manière que les occupants du poste en bénéficient au maximum.

5. Dans les postes de couchage, chaque couchette sera munie d'une lampe de chevet électrique.

ARTICLE 10.

1. Les postes de couchage seront situés au-dessus de la ligne de charge, au milieu ou à l'arrière du navire.

2. Dans des cas exceptionnels, l'autorité compétente pourra autoriser l'installation des postes de couchage à l'avant du navire — mais en aucun cas au delà de la cloison d'abordage — lorsque tout autre emplacement ne serait pas raisonnable ou pratique en raison du type du navire, de ses dimensions ou du service auquel il est destiné.

3. Sous réserve que des dispositions satisfaisantes soient prises pour l'éclairage et la ventilation, l'autorité compétente pourra permettre, sur les navires à passagers, de placer les postes de couchage au-dessous de la ligne de charge, mais en aucun cas immédiatement au-dessous des coursives de service.

4. La superficie, par occupant, de tout poste de couchage destiné au personnel subalterne ne sera pas inférieure à:

a) 1,85 mètre carré (ou 20 pieds carrés) à bord des navires jaugeant moins de 800 tonneaux;

b) 2,35 mètres carrés (ou 25 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 800 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneaux;

c) 2,78 mètres carrés (ou 30 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus.

Toutefois, à bord des navires à passagers où plus de quatre membres du personnel subalterne sont logés dans un même poste de couchage, la superficie minimum par occupant pourra être de 2,22 mètres carrés (24 pieds carrés).

5. Dans le cas de navires où sont employés des groupes de personnel subalterne nécessitant l'embarquement d'un effectif nettement plus important que celui qui eût été utilisé autrement, l'auto-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

rité compétente pourra, pour ce genre de personnel, réduire la superficie, par occupant, des postes de couchage, pourvu toutefois que:

a) la superficie totale des postes de couchage allouée à ces groupes ne soit pas moindre que celle qui eût été attribuée si l'effectif n'avait pas été augmenté de ce fait,

b) la superficie minimum par occupant des postes de couchage soit d'au moins:

i) 1,67 mètre carré (18 pieds carrés) pour les navires jaugeant moins de 3.000 tonneaux;

ii) 1,85 mètre carré (20 pieds carrés) pour les navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus.

6. L'espace occupé par les couchettes, les armoires, les commodes et les sièges sera compris dans le calcul de la superficie. Les espaces exigus ou de forme irrégulière qui n'augmentent pas effectivement l'espace disponible pour circuler ou qui ne peuvent être utilisés pour y placer des meubles ne seront pas compris dans ce calcul.

7. La hauteur libre des postes de couchage de l'équipage devra être d'au moins 1,90 mètre (6 pieds 3 pouces).

8. Les postes de couchage seront en nombre suffisant pour que chaque catégorie de l'équipage dispose d'un ou plusieurs postes distincts; toutefois, l'autorité compétente pourra accorder des dérogations à cette disposition en ce qui concerne les navires de faible tonnage.

9. Le nombre de personnes autorisées à occuper chaque poste de couchage ne dépassera pas les chiffres maxima suivants:

a) officiers chefs de service, officiers du pont et officiers mécaniciens chefs de quart, et premiers officiers ou opérateurs de radio: un occupant par chambre;

b) autres officiers: un occupant par chambre si possible, et en aucun cas plus de deux;

c) personnel de maistrance: un ou deux occupants par poste et en aucun cas plus de deux;

d) autre personnel subalterne: deux ou trois personnes par poste si possible, et en aucun cas plus de quatre.

10. En vue d'assurer un logement satisfaisant et plus confortable, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, accorder l'autorisation de loger au maximum dix membres de l'équipage dans le même poste dans le cas de certains navires à passagers.

11. Le nombre maximum de personnes à loger par poste de couchage sera indiqué d'une manière lisible et indélébile, en un endroit du poste où l'inscription pourra être vue aisément.

12. Les membres de l'équipage disposeront de couchettes individuelles.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

13. Les couchettes ne seront pas placées côté à côté d'une façon telle qu'on ne puisse accéder à l'une d'elles qu'en passant au-dessus d'une autre.

14. La superposition de plus de deux couchettes est interdite. Dans le cas où des couchettes sont placées le long de la muraille du navire, il est interdit de superposer des couchettes à l'entroit où un hublot est situé au-dessus d'une couchette.

15. Lorsque des couchettes sont superposées, la couchette inférieure ne sera pas placée à moins de 0,30 mètre (12 pouces) au-dessus du plancher; la couchette supérieure sera disposée à mi-hauteur environ entre le fond de la couchette inférieure et le dessous des barrots du plafond.

16. Les dimensions intérieures minima d'une couchette seront de 1,90 mètre sur 0,68 mètre (6 pieds 3 pouces sur 2 pieds 3 pouces).

17. Le cadre d'une couchette et, le cas échéant, la planche de roulis seront d'un matériau approuvé, dur, lisse et non susceptible de se corroder ou d'abriter de la vermine.

18. Si des cadres tubulaires sont utilisés dans la construction des couchettes, ils seront absolument fermés et sans perforations qui pourraient constituer un accès pour la vermine.

19. Toute couchette sera pourvue d'un fond élastique ou d'un sommier élastique, ainsi que d'un matelas rembourré d'une matière approuvée. L'utilisation, pour le rembourrage, de paille ou d'autre matière de nature à abriter de la vermine est interdite.

20. Lorsque des couchettes sont superposées, un fond imperméable à la poussière, en bois, en toile ou en une autre matière convenable, sera fixé en dessous du sommier élastique de la couchette supérieure.

21. Tout poste de couchage sera aménagé et meublé de manière à en faciliter la bonne tenue et à assurer un confort raisonnable pour ses occupants.

22. Le mobilier comprendra une armoire pour chaque occupant. Celle-ci aura au moins 1,52 mètre (5 pieds) de hauteur et une section transversale de 19,30 décimètres carrés (300 pouces carrés). Elle sera pourvue d'un rayon et d'un dispositif de fermeture par cadenas. Le cadenas sera fourni par l'occupant.

23. Tout poste de couchage sera pourvu d'une table ou d'un bureau, de modèle fixe rabattable ou à coulisses, et de sièges confortables suivant les besoins.

24. Le mobilier sera construit en un matériau lisse et dur, non susceptible de se déformer ou de se corroder.

25. Chaque occupant aura à sa disposition un tiroir ou un espace équivalent d'une capacité au moins égale à 0,56 mètre cube (2 pieds cubes).

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

26. Les hublots des postes de couchage seront garnis de rideaux.

27. Tout poste de couchage sera pourvu d'une glace, de petits placards pour les articles de toilette, d'une étagère à livres et d'un nombre suffisant de patères.

28. Pour autant que cela sera praticable, les couchettes seront réparties de façon à séparer les quarts et à éviter qu'un homme de jour ne partage le même poste que des hommes prenant le quart.

ARTICLE 11.

1. Des réfectoires suffisants seront installés à bord de tous les navires.

2. A bord des navires jaugeant moins de 1.000 tonneaux, des réfectoires distincts seront prévus pour:

a) le capitaine et les officiers;

b) le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne.

3. A bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, des réfectoires distincts seront prévus pour:

a) le capitaine et les officiers;

b) le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne du pont;

c) le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne de la machine.

Toutefois:

i) l'un des deux réfectoires prévus pour le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne peut être affecté au personnel de maistrance et l'autre au reste du personnel subalterne;

ii) un réfectoire unique peut être prévu pour le personnel de maistrance et le reste du personnel subalterne du pont et de la machine lorsque les armateurs et/ou leurs organisations intéressées, et les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer intéressées préfèrent qu'il en soit ainsi.

4. Des dispositions adéquates seront prévues pour le personnel du service général, soit en aménageant pour lui un réfectoire distinct, soit en lui donnant le droit d'utiliser les réfectoires affectés à d'autres catégories; à bord des navires de 5.000 tonneaux et au-dessus qui embarquent plus de cinq agents du service général, l'installation d'un réfectoire séparé à leur intention devra être envisagée.

5. Les dimensions et l'équipement de tout réfectoire devront être suffisants pour le nombre probable de personnes qui les utiliseront en même temps.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

6. Tout réfectoire sera pourvu de tables et de sièges approuvés en nombre suffisant pour le nombre probable de personnes qui les utiliseront en même temps.

7. L'autorité compétente pourra accorder des dérogations aux dispositions ci-dessus concernant l'aménagement de réfectoires, dans la mesure où les conditions spéciales existant à bord des navires à passagers peuvent l'exiger.

8. Les réfectoires seront séparés distinctement des postes de couchage et placés aussi près que possible de la cuisine.

9. Une installation convenable pour le lavage des ustensiles de table, ainsi que des placards suffisants pour y ranger ces ustensiles, seront prévus lorsque les offices qui peuvent exister ne sont pas directement accessibles des réfectoires.

10. Les dessus des tables et des sièges seront d'une matière résistant à l'humidité, sans craquelures et d'un nettoyage aisé.

ARTICLE 12.

1. A bord de tout navire, un ou des emplacements de superficie suffisante, compte tenu des dimensions du navire et de l'effectif de l'équipage, seront prévus sur un pont découvert, auxquels les membres de l'équipage auront accès lorsqu'ils ne sont pas de service.

2. Des locaux de récréation situés dans un endroit approprié et meublés d'une manière convenable seront prévus pour les officiers et le personnel subalterne. Lorsqu'il n'existera pas de tels locaux en dehors des réfectoires, ceux-ci seront établis, meublés et installés de façon à en tenir lieu.

ARTICLE 13

1. Des installations sanitaires suffisantes, comprenant des lavabos, des baignoires et/ou des douches, seront aménagées à bord de tout navire.

2. Des water-closets distinctes seront installés dans la proportion minimum suivante:

- a) à bord des navires jaugeant moins de 800 tonneaux: trois;
- b) à bord des navires jaugeant 800 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneaux: quatre;
- c) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus: six;
- d) à bord des navires où les officiers ou opérateurs de radio ont un logement isolé, des installations sanitaires contiguës ou situées à proximité seront prévues.

3. La législation nationale fixera la répartition des water-closets entre les différentes catégories de l'équipage, sous réserve des dispositions du paragraphe 4 du présent article.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

4. Des installations sanitaires pour tous les membres de l'équipage qui n'occupent pas des chambres ou des postes comportant une installation sanitaire privée seront prévues pour chaque catégorie de l'équipage, à raison de:

- a) une baignoire et/ou une douche par huit personnes ou moins;
- b) un water-closet par huit personnes ou moins;
- c) un lavabo par six personnes ou moins.

Toutefois, si le nombre de personnes d'une catégorie dépasse de moins de la moitié du nombre indiqué un multiple exact de ce nombre, l'excédent pourra être négligé pour l'application de la présente disposition.

5. Si l'effectif total de l'équipage dépasse 100 ou s'il s'agit de navires à passagers effectuant normalement des voyages d'une durée ne dépassant pas quatre heures, l'autorité compétente pourra envisager des dispositions spéciales ou une réduction du nombre d'installations sanitaires requises.

6. L'eau douce, chaude et froide, ou des moyens de chauffer l'eau seront fournis dans tous les locaux communs affectés aux soins de propreté. L'autorité compétente aura la faculté de fixer, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, la quantité maximum d'eau douce qui peut être exigée de l'armateur, par homme et par jour.

7. Les lavabos et les baignoires seront de dimensions suffisantes et d'un matériau approuvé, à surface lisse, non susceptible de se fissurer, de s'écailler ou de se corroder.

8. L'aération de tout water-closet se fera par communication directe avec l'air libre, indépendamment de toute autre partie des locaux d'habitation.

9. Tout water-closet sera d'un modèle approuvé et pourvu d'une chasse d'eau puissante, en état constant de fonctionnement et contrôlable individuellement.

10. Les tuyaux de descente et de décharge seront de dimensions suffisantes et installés de manière à réduire au minimum les risques d'obstruction et à en faciliter le nettoyage.

11. Les installations sanitaires destinées à être utilisées par plus d'une personne seront conformes aux prescriptions suivantes:

- a) les revêtements de pont seront d'un matériau durable approuvé, faciles à nettoyer et imperméables à l'humidité; ils seront pourvus d'un système efficace d'écoulement des eaux;

- b) les cloisons seront en acier ou en tout autre matériau approuvé et étanches sur une hauteur d'au moins 0,23 mètre (9 pouces) à partir du plancher;

- c) les locaux seront suffisamment éclairés, chauffés et aérés;

- d) les water-closets seront situés en un endroit aisément accessible des postes de couchage et des locaux affectés aux soins

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

de propreté, mais ils en seront séparés; ils ne donneront pas directement sur les postes de couchage ni sur un passage qui constitueait seulement un accès entre poste de couchage et water-closets; toutefois, cette dernière disposition ne sera pas applicable aux water-closet situées entre deux postes de couchage dont le nombre total d'occupants ne dépasse pas quatre;

e) si plusieurs water-closets sont installés dans un même local, ils seront suffisamment enclos pour en assurer l'isolement.

12. A bord de tout navire, des moyens de lavage et de séchage du linge seront prévus dans une proportion correspondant à l'effectif de l'équipage et à la durée normale du voyage.

13. Le matériel de lavage comprends des bassins suffisants, avec dispositif d'écoulement, qui pourront être installés dans les locaux affectés aux soins de propreté s'il n'est pas raisonnablement possible d'eménager une buanderie séparée. Les bassins seront alimentés suffisamment en eau douce, chaude et froide. A défaut d'eau chaude, des moyens de chauffer de l'eau seront prévus.

14. Les moyens de séchage seront aménagés dans un local séparé des postes de couchage et des réfectoires, suffisamment aéré et chauffé et pourvu de cordes à linge ou d'autres dispositifs d'étendage.

ARTICLE 14.

1. Une infirmerie distincte sera prévue à bord de tout navire embarquant un équipage de quinze personnes ou plus et affecté à un voyage d'une durée de plus de trois jours. L'autorité compétente pourra accorder des dérogations à cette disposition en ce qui concerne les navires affectés à la navigation côtière.

2. L'infirmerie sera située de telle sorte que l'accès en soit aisément, que ses occupants soient confortablement logés et qu'ils puissent recevoir, par tous les temps, les soins nécessaires.

3. L'entrée, les couchettes, l'éclairage, la ventilation, le chauffage et l'installation d'eau seront aménagés de manière à assurer le confort et faciliter le traitement des occupants.

4. Le nombre de couchettes à installer dans l'infirmerie sera prescrit par l'autorité compétente.

5. Les occupants de l'infirmerie disposeront, pour leur usage exclusif, de water-closets qui feront partie de l'installation de l'infirmerie elle-même ou seront situées à proximité immédiate.

6. Il sera interdit d'affecter l'infirmerie à un usage autre que le traitement éventuel de malades.

7. Tout navire qui n'embarque pas de médecin devra être pourvu d'un coffre à médicaments, d'un type approuvé, accompagné d'instructions aisément compréhensibles.

ARTICLE 15.

1. Des penderies suffisantes et convenablement aérées destinées à recevoir les cirés seront aménagées à l'extérieur des postes de couchage, mais elles seront aisément accessibles de ces derniers.

2. A bord de tout navire jaugeant plus de 3.000 tonneaux, un local pour le service du pont et un autre pour le service de la machine seront aménagés et meublés pour servir chacun de bureau.

3. A bord des navires touchant régulièrement des ports infestés de moustiques, des dispositions seront prises pour protéger le logement de l'équipage en munissant de moustiquaires appropriées les hublots, ouvertures de ventilation et portes donnant sur un pont ouvert.

4. Tout navire naviguant normalement sous les tropiques ou dans le golfe Persique, ou à destination de ces régions, sera pourvu de tentes pouvant être installées sur les ponts découverts situés immédiatement au-dessus du logement de l'équipage, ainsi que sur la ou les parties de pont découvert servant de lieux de récréation.

ARTICLE 16.

1. Dans le cas des navires visés au paragraphe 5 de l'article 10, l'autorité compétente pourra, en ce qui concerne les membres de l'équipage qui y sont visés, modifier les conditions fixées dans les articles qui précèdent, dans la mesure nécessaire pour tenir compte des habitudes ou usages nationaux; en particulier, elle pourra prendre des dispositions spéciales concernant, d'une part, le nombre des personnes qui occupent les postes de couchage, d'autre part, les aménagements des réfectoires et des installations sanitaires.

2. En modifiant les conditions ainsi fixées, l'autorité compétente sera cependant tenue de respecter les dispositions des paragraphes 1 et 2 de l'article 10 et les surfaces minima requises pour ce personnel au paragraphe 5 de l'article 10.

3. A bord des navires où une catégorie quelconque de l'équipage est formée de personnes dont les habitudes et les usages nationaux sont très différents, des postes de couchage et autres locaux d'habitations séparés et à déquant seront prévus dans la mesure nécessaire pour répondre aux besoins des différents catégories.

4. Dans le cas des navires mentionnés au paragraphe 5 de l'article 10, les infirmeries, réfectoires et installations sanitaires seront établis et maintenus, en ce qui concerne leur nombre et leur utilité pratique, sur la même base que ceux de tout autre navire d'un type similaire immatriculé dans le même pays.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

5. Lors de l'élaboration, en conformité des dispositions du présent article, de règlements spéciaux, l'autorité compétente consultera les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer intéressées et les organisations des armateurs et/ou les armateurs qui emploient ceux-ci.

ARTICLE 17.

1. Le logement de l'équipage sera maintenu en état de propreté et dans des conditions d'habitabilité convenables; il ne servira pas de lieu d'emmagasinage de marchandises ou d'approvisionnements qui ne sont pas la propriété personnelle de ses occupants.

2. Le capitaine ou un officier spécialement délégué par lui à cet effet, accompagné d'un ou plusieurs membres de l'équipage, procédera à des intervalles maxima d'une semaine à l'inspection de tous les locaux qui forment le logement de l'équipage; les résultats de l'inspection seront consignés par écrit.

PARTIE IV. APPLICATION DE LA CONVENTION
AUX NAVIRES EXISTANTS

ARTICLE 18.

1. Sous réserve des dispositions des paragraphes 2, 3 et 4 du présent article, la présente convention s'appliquera aux navires dont la quille aura été posée ultérieurement à la mise en vigueur de la convention pour le territoire dans lequel le navire est immatriculé.

2. Dans le cas d'un navire complètement terminé à la date à laquelle cette convention entrera en vigueur dans le pays où le navire es timmatriculé et qui est au-dessous des prescriptions formulées à la Partie III de cette convention, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime possibles, compte tenu des problèmes pratiques qui entreront en jeu, lorsque:

a) le navire sera immatriculé à nouveau;
b) d'importantes modifications de structure ou des réparations majeures seront faites au navire par suite de l'application d'un plan préétabli, et non à la suite d'un accident ou d'un cas d'urgence.

3. Dans le cas d'un navire en construction et/ou en transformation à la date où la présente convention entrera en vigueur pour le territoire où il est immatriculé, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer,

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime possibles, compte tenu des problèmes pratiques qui entreront en jeu; ces modifications constitueront une application définitive des termes de la convention, à moins qu'il ne soit procédé à une nouvelle immatriculation du navire.

4. Lorsqu'un navire — à moins qu'il ne s'agisse d'un navire dont il est fait mention aux paragraphes 2 et 3 du présent article ou auquel la présente convention était applicable au cours de la construction — est immatriculé à nouveau dans un territoire après la date à laquelle la présente convention y est entrée en vigueur, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger que soient apportées au navire, en vue de le rendre conforme aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime possibles, compte tenu des problèmes pratiques qui entreront en jeu. Ces modifications constitueront une application définitive des termes de la convention tant qu'il ne sera pas procédé à une nouvelle immatriculation du navire.

PARTIE V. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 19.

Rien dans la présente convention n'affectera aucune loi, sentence, coutume ou accord entre les armateurs et les gens de mer qui assurent des conditions plus favorables que celles prévues par cette convention.

ARTICLE 20.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 21.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. La présente convention entrera en vigueur six mois après la date à laquelle auront été enregistrées les ratifications de sept des pays suivants: Etats-Unis d'Amérique, Argentine, Australie, Belgique, Brésil, Canada, Chili, Chine, Danemark, Finlande, France, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Grèce, Inde,

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Turquie et Yougoslavie, étant entendu que de ces sept pays, quatre au moins devront posséder chacun une marine marchande d'une jauge brute d'au moins un million de tonneaux. Cette disposition a pour but de faciliter, encourager et hâter la ratification de la présente convention par les Etats Membres.

3. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 22.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de six années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 23.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entrée en vigueur de la convention, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 24.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 25.

A l'expiration de chaque période de dix années à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 26.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

- a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 22 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;
- b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 27.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa trente-deuxième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le 2 juillet 1949.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce dix-huitième jour d'août 1949:

Le Président de la Conférence,
GUILDAUME MYRDDIN-EVANS.

Le Directeur général du Bureau international du Travail,
DAVID A. MORSE.

N. B. — TRADUZIONE NON UFFICIALE**CONVENZIONE (N. 92)****concernente gli alloggi dell'equipaggio a bordo (riveduta nel 1949)**

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi l'8 giugno 1949, per la sua trentaduesima sessione,

Avendo deciso di adottare varie proposte relative alla parziale revisione della Convenzione sugli alloggi degli equipaggi del 1946, adottata dalla Conferenza nel corso della sua ventottesima sessione, tema che figura al punto dodici dell'ordine del giorno della sessione,

Considerato che tali proposte dovrebbero assumere la forma di una convenzione internazionale,

ha adottato, oggi, diciotto giugno millenovcentoquarantanove, la convenzione che segue, che sarà denominata Convenzione sugli alloggi degli equipaggi (riveduta), 1949:

PARTE I. — DISPOSIZIONI GENERALI.**ARTICOLO 1.**

1. La presente convenzione si applica a qualsiasi nave per la navigazione marittima a propulsione meccanica, di proprietà pubblica o privata, adibita, a fini commerciali, al trasporto di merci o passeggeri e registrata in un territorio per il quale vige la presente convenzione.

2. La legge nazionale definirà i casi in cui una nave è da ritenersi adibita alla navigazione marittima ai fini dell'applicazione della presente convenzione.

3. La presente convenzione non si applica:

- a) alle navi con stazza inferiore alle cinquecento tonnellate;
- b) alle navi il cui principale mezzo di propulsione è costituito da vele, anche se dotate di un motore ausiliare;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

c) alle navi adibite alla pesca, alla caccia alla balena o ad operazioni analoghe;
d) ai rimorchiatori.

4. La presente convenzione si applicherà, tuttavia, per quanto ragionevole e fattibile:

- a) alle navi dalle 200 alle 500 tonnellate di stazza;
- b) agli alloggi del personale adibito al normale lavoro di bordo su navi baleniere o navi destinate ad analoghe operazioni.

5. Inoltre, si potrà derogare dall'applicazione delle disposizioni di cui alla Parte III della presente convenzione e per qualsiasi nave, qualora, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e delle organizzazioni dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, la competente autorità ritenga che le modalità di deroga comportino vantaggi tali da creare condizioni complessivamente non meno favorevoli di quelle provenienti dalla piena applicazione della convenzione. Dati dettagliati su qualsiasi deroga di questo tipo dovranno essere trasmessi dal Membro al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, che ne informerà i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro.

ARTICOLO 2.

In vista dell'applicazione della presente convenzione:

- a) per « nave » s'intende qualsiasi imbarcazione cui la convenzione si applica;
- b) per « tonnellaggio » si intendono le tonnellate di stazza lorda;
- c) per « nave passeggeri » si intende qualsiasi nave dotata di certificato di sicurezza valido rilasciato conformemente alle vigenti disposizioni della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana per mare, o di certificato per il trasporto passeggeri;
- d) per « ufficiale » si intende chiunque, ad esclusione del comandante, ricopra il rango di ufficiale in base alla legge nazionale o, in suo difetto, in base ai contratti collettivi o alla consuetudine;
- e) per « personale subalterno » si intendono i membri dell'equipaggio ad eccezione degli ufficiali;
- f) per « membro del personale di maestranza » si intende qualsiasi membro del personale subalterno che eserciti una funzione di sorveglianza o assuma una particolare responsabilità, e che venga considerato tale dalla legge nazionale o, in suo difetto, dai contratti collettivi o dalla consuetudine;
- g) per « alloggi dell'equipaggio » si intendono le cuccette, le mense, gli impianti sanitari, le infermerie ed i luoghi di ricreazione previsti per l'equipaggio;
- h) per « prescritto » si intende prescritto dalla legge nazionale o dalla competente autorità;
- i) per « approvato », si intende approvato dalla competente autorità;
- j) per « nuova immatricolazione », si intende una nuova immatricolazione in occasione del cambiamento congiunto di bandiera e di proprietà di una nave.

ARTICOLO 3.

1. Ogni Membro per il quale vige la presente convenzione si impegna a mantenere in vigore una legge atta ad assicurare l'applicazione delle disposizioni di cui alle Parti II, III e IV della presente convenzione.

2. Detta legge:

- a) farà obbligo alla competente autorità di notificare le disposizioni adottate a tutti gli interessati;
- b) specificherà le persone incaricate di assicurarne l'applicazione;
- c) prescriverà adeguate sanzioni per qualsiasi infrazione;
- d) dovrà prevedere l'istituzione ed il mantenimento di un sistema d'ispezione in grado di garantire l'effettivo rispetto delle disposizioni adottate;
- e) farà obbligo alla competente autorità di consultare le organizzazioni degli armatori e/o gli armatori nonché quelle dei marittimi riconosciute tali *bona fide*, onde elaborare regolamenti e collaborare per quanto possibile con le parti interessate per l'applicazione di essi.

PARTE II. — ACCERTAMENTO DEI PROGETTI
E VERIFICA DEGLI ALLOGGI DELL'EQUIPAGGIO.

ARTICOLO 4.

1. Prima dell'inizio della costruzione di una nave, il progetto di quest'ultima indicante, in base alla scala prescritta, la dislocazione nonché le disposizioni generali concernenti gli alloggi dell'equipaggio, dovrà esser sottoposto all'approvazione della competente autorità.

2. Prima che inizi la costruzione degli alloggi dell'equipaggio, ovvero la modifica o la ricostruzione di detti alloggi a bordo di una nave già esistente, il progetto dettagliato di questi alloggi, unitamente a tutti i dati utili, dovrà essere sottoposto all'approvazione della competente autorità; tale progetto dovrà specificare, su scala prescritta e nei termini prescritti, la destinazione di ogni locale, la disposizione dell'arredo e di altri impianti, la natura e la dislocazione dei dispositivi di ventilazione, illuminazione e riscaldamento nonché degli impianti sanitari. Nondimeno, in casi di emergenza o in caso di modifiche o ricostruzioni provvisorie eseguite fuori del paese di immatricolazione, basterà, ai fini del presente articolo, che i progetti siano successivamente sottoposti all'approvazione della competente autorità.

ARTICOLO 5.

La competente autorità sarà tenuta ad ispezionare ciascuna nave e ad assicurarsi che gli alloggi dell'equipaggio siano conformi alle misure imposte da leggi e regolamenti, ogni qualvolta:

a) si procederà alla prima immatricolazione o ad una nuova immatricolazione di una nave;

b) gli alloggi dell'equipaggio saranno stati consistentemente modificati o ricostruiti;

c) un'organizzazione dei marittimi, riconosciuta tale *bona fide* e rappresentante tutto o parte dell'equipaggio, ovvero un numero prescritto o una prescritta percentuale dei membri dell'equipaggio, avrà denunciato alla competente autorità, nei termini prescritti e prontamente onde evitare ritardi alla nave, che gli alloggi dell'equipaggio non sono conformi alle disposizioni contemplate dalla convenzione.

PARTE III. — MISURE PRESCRITTE RELATIVE AGLI ALLOGGI DELL'EQUIPAGGIO.

ARTICOLO 6.

1. La dislocazione, i mezzi di accesso, la costruzione nonché la disposizione degli alloggi dell'equipaggio rispetto alle altre parti della nave dovranno essere tali da garantire un'adeguata sicurezza e protezione contro le intemperie ed il mare, ed un adeguato isolamento contro il caldo, il freddo, l'eccessivo rumore, gli odori o le emanazioni provenienti da altre parti della nave stessa.

2. Sarà vietato qualsiasi passaggio diretto che colleghi la zona notte ai compartimenti adibiti al carico, alla sala macchine o ai locali caldaie, alle cucine, alla lampisteria, ai depositi vernici, ai depositi di coperta e di macchinari ed altri depositi in genere, agli stenditori, e ai locali adibiti ai servizi igienici comuni. I tramezzi che separano questi locali dai locali adibiti alla zona notte, come pure le paratie esterne della zona notte, dovranno essere opportunamente costruiti in acciaio o altro materiale approvato, ed essere impermeabili all'acqua ed ai gas.

3. Le pareti esterne della zona notte e delle mense dovranno essere opportunamente isolate termicamente. L'incassatura delle macchine come pure le paratie delimitanti le cucine e gli altri locali sprigionanti calore dovranno essere opportunamente isolate nella misura in cui il calore che emanano può disturbare i locali e i corridoi adiacenti. Disposizioni dovranno pure essere prese per la realizzazione di un sistema protettivo contro il calore emanato dalle condutture di vapore e di acqua calda.

4. I tramezzi interni dovranno essere costruiti in un materiale approvato, non attaccabile dai parassiti.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

5. La zona notte, le mense, i locali di svago ed i corridoi siti all'interno degli alloggi dell'equipaggio dovranno essere opportunamente isolati onde evitare condensazioni o eccessivo calore.

6. Le tubature di vapore e di scarico degli argani e di altri impianti ausiliari analoghi non dovranno passare attraverso gli alloggi dell'equipaggio né, ove tecnicamente possibile, attraverso i corridoi che ad essi conducono. Qualora ciò non fosse realizzabile, le tubature dovranno essere opportunamente isolate e incassate.

7. I quadrati o il serrettame interno dovranno essere di un materiale la cui superficie consenta una facile pulizia. Sarà vietato l'impiego di tavolato scanalato e altro tavolato suscettibile di accogliere parassiti.

8. La competente autorità dovrà decidere in che modo dovranno essere adottate disposizioni atte a prevenire gli incendi o a ritardarne la propagazione nella costruzione degli alloggi.

9. Le pareti ed i soffitti delle cabine e delle mense dovranno poter essere mantenuti facilmente puliti e, se verniciati, dovranno essere di colore chiaro; sarà vietato l'impiego di intonaci a calce.

10. La tinteggiatura delle pareti interne dovrà essere rifatta o ripresa ogni qualvolta necessario.

11. I materiali e le tecniche usati per i rivestimenti di coperta dei locali adibiti ad alloggio dell'equipaggio dovranno essere del tipo approvato; tali rivestimenti dovranno essere refrattari all'umidità e la loro manutenzione dovrà essere facile.

12. Qualora i rivestimenti di coperta siano di materiale composito, le giunture con le pareti dovranno essere arrotondate onde evitare fenditure.

13. Dispositivi adeguati dovranno essere previsti per lo scolo delle acque.

ARTICOLO 7.

1. La zona notte e le mense dovranno essere opportunamente ventilate.

2. Il sistema di ventilazione dovrà essere regolabile per mantenere l'aria in condizioni soddisfacenti e per garantire una circolazione adeguata con qualsiasi tempo e clima.

3. Le navi adibite regolarmente alla navigazione ai tropici o nel golfo Persico dovranno essere dotate di impianti meccanici di ventilazione e di ventilatori elettrici, affinché, a seconda del luogo, si abbia ricorso a uno di questi mezzi per assicurare una giusta ventilazione.

4. Le navi adibite alla navigazione fuori dei tropici dovranno essere dotate o di un sistema di ventilazione meccanico, o di venti-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

latori elettrici. La competente autorità potrà esentare da tale obbligo le navi che normalmente traversano le acque fredde degli emisferi nord o sud.

5. La forza motrice necessaria al funzionamento dei sistemi di ventilazione previsti ai paragrafi 3 e 4 dovrà essere disponibile, se possibile, per tutta la durata del tempo in cui l'equipaggio si trova a bordo della nave o vi lavora, e ogni qualvolta le circostanze lo esigano.

ARTICOLO 8.

1. Eccezion fatta per le navi esclusivamente adibite ai viaggi ai tropici o nel golfo Persico, un'adeguato impianto di riscaldamento dovrà essere previsto a bordo delle navi per gli alloggi dell'equipaggio.

2. L'impianto di riscaldamento dovrà funzionare quanto necessario allorché l'equipaggio vive o lavora a bordo, e nella misura in cui le circostanze lo esigano.

3. A bordo di qualsiasi nave per la quale è obbligatorio l'impianto di riscaldamento, questo potrà funzionare a vapore, ad acqua calda, ad aria calda o ad elettricità.

4. A bordo di qualsiasi nave ove il riscaldamento è assicurato da una stufa, disposizioni dovranno esser prese perché questa sia di dimensioni adeguate, opportunamente installata e protetta e perché l'aria non risulti viziata.

5. L'impianto di riscaldamento dovrà essere in grado di mantenere negli alloggi dell'equipaggio una temperatura soddisfacente per le normali condizioni di tempo e di clima che la nave è suscettibile di incontrare nel corso della navigazione; la competente autorità sarà tenuta a prescrivere le condizioni cui attenersi.

6. I radiatori ed altri impianti di riscaldamento dovranno essere installati in modo da evitare qualsiasi pericolo di incendio e da non costituire una fonte di pericolo o di disturbo per gli occupanti i locali. Se necessario, dovranno esser dotati di uno schermo protettivo.

ARTICOLO 9.

1. Fatte salve le deroghe speciali eventualmente accordate alle navi passeggeri, la zona notte e le mense dovranno essere rischiamate dalla luce naturale ed essere inoltre dotate di un impianto di illuminazione artificiale.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. Tutti i locali riservati all'equipaggio dovranno essere convenientemente illuminati. L'illuminazione naturale nei locali di abitazione dovrà permettere ad una persona con vista normale di leggere, con tempo chiaro e in pieno giorno, un giornale stampato ordinario in ogni punto dello spazio a disposizione per circolare. Un sistema di illuminazione artificiale che dia lo stesso risultato verrà installato allorché sarà impossibile ottenere una conveniente illuminazione naturale.

3. Ogni nave sarà fornita di una installazione che permetta di illuminare elettricamente l'alloggio dell'equipaggio. Se a bordo non esistono due fonti indipendenti di produzione di elettricità, un sistema supplementare di illuminazione di soccorso sarà previsto per mezzo di lampade o di apparecchi di illuminazione di modello appropriato.

4. L'illuminazione artificiale sarà disposta in modo che gli occupanti del posto ne beneficiino al massimo.

5. Nella zona notte, ogni cuccetta sarà fornita di una lampada elettrica da comodino.

ARTICOLO 10.

1. La zona notte sarà situata al di sopra della linea di carico, nel mezzo o nella parte posteriore della nave.

2. In casi eccezionali, la competente autorità potrà autorizzare la dislocazione della zona notte nella zona prodiera della nave - in nessun caso tuttavia oltre la paratia d'attracco - qualora nessun'altra dislocazione risulti soddisfacente o pratica per via del tipo di nave, delle sue dimensioni o del servizio cui è adibita.

3. Purché adeguate disposizioni siano prese per l'illuminazione e la ventilazione, la competente autorità potrà permettere che la zona notte risulti al di sotto della linea di caricamento sulle navi passeggeri, ma mai in alcun caso immediatamente al di sotto dei corridoi di servizio.

4. La superficie per occupante della zona notte destinata al personale subalterno non dovrà essere inferiore a:

a) 1,85 metri quadri (ovvero 20 piedi quadri) a bordo delle navi con stazza inferiore alle 800 tonnellate;

b) 2,35 metri quadri (o 25 piedi quadri) a bordo delle navi con stazza pari o oltre le 800 tonnellate, ma con stazza inferiore alle 3.000 tonnellate;

c) 2,78 metri quadri (o 30 piedi quadri) a bordo delle navi con stazza pari o oltre le 3.000 tonnellate.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Tuttavia, a bordo delle navi passeggeri ove più di quattro membri del personale subalterno alloggiano in una stessa cabina, la superficie minima per occupante potrà essere pari a 2,22 metri quadri (24 piedi quadri).

5. Per le navi su cui prestano servizio varie categorie di personale subalterno e che richiedano l'imbarco di un effettivo nettamente maggiore rispetto a quello solitamente impiegato, la competente autorità potrà, per questo personale, ridurre la superficie obbligatoria della zona notte per occupante, purché tuttavia:

a) la superficie complessiva della zona notte destinata a queste categorie di lavoratori non sia inferiore a quella ad esse attribuita se l'effettivo non fosse stato aumentato;

b) la superficie minima per occupante della zona notte sia pari almeno a:

i) 1,67 metri quadri (18 piedi quadri) per le navi con stazza inferiore alle 3.000 tonnellate;

ii) 1,85 metri quadri (20 piedi quadri) per le navi con stazza pari o superiore alle 3.000 tonnellate.

6. Lo spazio occupato da cuccette, armadi, comò e sedili sarà compreso nel computo della superficie. Gli spazi esigui o di forma irregolare che non accrescono effettivamente lo spazio disponibile per la circolazione o destinato alla mobilia non saranno inclusi in tale computo.

7. L'altezza libera delle cabine destinate ad alloggi dell'equipaggio dovrà essere di almeno 1 metro e novanta (6 piedi e tre pollici).

8. Le cabine destinate ad alloggi dell'equipaggio dovranno essere in numero sufficiente affinché ogni categoria disponga di una o più cabine a se stanti; la competente autorità potrà tuttavia concedere deroghe a questa disposizione per le navi di modesto tonnellaggio.

9. Ogni cabina potrà ospitare un massimo di:

a) ufficiali al dettaglio, ufficiali di coperta, ufficiali macchinisti, ufficiali di guardia e primi ufficiali od operatori radio: un occupante per cabina;

b) altri ufficiali: un occupante per cabina ove possibile, e in alcun caso più di due;

c) personale di maestranza: uno o due occupanti per cabina e in alcun caso più di due;

d) altro personale subalterno: due o tre persone per cabina ove possibile, e in alcun caso più di quattro.

10. Onde garantire un adeguato e più confortevole alloggiamento, la competente autorità potrà, previa consultazione delle orga-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

nizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, concedere l'autorizzazione ad alloggiare un massimo di dieci membri dell'equipaggio nella stessa cabina per talune navi passeggeri.

11. Il numero massimo di occupanti per cabina dovrà essere indicato in modo leggibile ed indelebile su di una scritta chiaramente visibile all'interno della cabina.

12. I membri dell'equipaggio dovranno disporre di cuccette singole.

13. Le cuccette non dovranno essere affiancate in modo da accedere all'una scavalcando l'altra.

14. È vietata la sovrapposizione di più di due cuccette. Ove le cuccette siano poste lungo la fiancata della nave, sarà vietato sovrapporre le cuccette in modo tale che l'oblò figuri al di sopra di una di esse.

15. Ove vi siano cuccette sovrapposte, la cuccetta inferiore non dovrà essere posta a meno di 0,30 metri (12 pollici) da terra; la cuccetta superiore dovrà essere posta a mezza altezza circa dal fondo della cuccetta inferiore alla parte bassa dei bagli del soffitto.

16. Le dimensioni interne minime di una cuccetta dovranno essere di 1,90x0,68 (ossia 6 piedi e 3 pollici x 2 piedi e tre pollici).

17. Il telaio e, in sua assenza, la sponda di protezione della cuccetta dovranno essere di un materiale approvato, duro, liscio, non soggetto a corrosione o attaccabile dai parassiti.

18. Ove siano stati utilizzati telai tubolari per le cuccette, questi dovranno essere assolutamente sigillati e non perforati onde non accogliere parassiti.

19. Ogni cuccetta sarà dotata di un fondo elastico o di una rete elastica, come pure di un materasso imbottito con un materiale approvato. L'impiego, per l'imbottitura, di paglia o altro materiale soggetto ad accogliere parassiti sarà vietato.

20. Ove le cuccette siano sovrapposte, un fondo impermeabile alla polvere, in legno, tela o altro materiale soddisfacente, dovrà essere fissato al di sotto della rete elastica della cuccetta superiore.

21. Ogni cabina dovrà essere sistemata ed arredata in modo da poter essere mantenuta facilmente in ordine e da garantire un certo *comfort* ai suoi occupanti.

22. L'arredo sarà costituito da un armadio per ognuno degli occupanti. Dovrà avere un'altezza minima di 1 metro e 52 centimetri (5 piedi) ed una sezione trasversale pari a 19,30 decimetri quadri

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

(300 pollici quadri). Sarà dotato di un ripiano e di una chiusura con lucchetto. Al lucchetto dovrà provvedere l'occupante.

23. Ogni cabina dovrà essere dotata di un tavolo, o scrittoio del tipo fisso, a ribalta o scorrevole, nonché di sedili confortevoli secondo le esigenze.

24. La mobilia sarà di un materiale liscio e duro, non deformabile e non soggetto a corrosione.

25. Ogni occupante disporrà di un tiretto o spazio analogo la cui capienza sarà almeno pari a 0,56 metri cubi (2 piedi cubi).

26. Gli oblò delle cabine saranno dotati di tendine.

27. Ogni cabina sarà dotata di specchio, di mensoline per gli oggetti di toiletta, di un ripiano per libri e di un certo numero di ganci.

28. Ove possibile, le cuccette saranno suddivise in modo da separare i turni ed evitare che chi faccia il turno di giorno si trovi a dividere la cabina con chi fa altri turni.

ARTICOLO 11.

1. Un numero sufficiente di mense dovrà essere previsto a bordo di ogni nave.

2. A bordo delle navi con stazza inferiore alle 1.000 tonnellate, mense separate saranno previste per:

a) il comandante e gli ufficiali;

b) il personale di maestranza ed il restante personale subalterno.

3. A bordo delle navi con stazza pari o superiore alle 1.000 tonnellate, mense separate saranno previste per:

a) il comandante e gli ufficiali;

b) il personale di maestranza ed il restante personale subalterno di coperta;

c) il personale di maestranza ed il restante personale subalterno di macchina.

Tuttavia:

i) una delle due mense previste per il personale di maestranza ed il restante personale subalterno potrà essere riservata al personale di maestranza, mentre l'altra sarà riservata al restante personale subalterno;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ii) un'unica mensa potrà essere prevista per il personale di maestranza ed il restante personale subalterno di coperta e di macchina qualora gli armatori e/o le loro organizzazioni nonché quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, così preferiscano.

4. Adeguate disposizioni dovranno esser prese per il personale addetto ai servizi generali, sia allestendo per esso una mensa a se stante, o riconoscendogli il diritto di avvalersi delle mense destinate ad altre categorie; a bordo delle navi con stazza pari o superiore alle 5.000 tonnellate, che imbarchino oltre cinque persone addette ai servizi generali, sarà fatto obbligo di prevedere una mensa loro destinata.

5. Dimensioni ed attrezzature delle mense dovranno essere adeguati al numero di persone da ospitare contemporaneamente.

6. Ogni mensa dovrà essere dotata di tavoli e sedie del tipo approvato in numero sufficiente rispetto alle persone che le utilizzeranno contemporaneamente.

7. La competente autorità potrà concedere deroghe alle disposizioni di cui sopra riguardo all'allestimento delle mense, nella misura in cui lo consentano le particolari condizioni esistenti a bordo delle navi passeggeri.

8. Le mense dovranno essere nettamente separate dalla zona notte e poste quanto più possibile vicino alle cucine.

9. Un adeguato impianto di lavaggio delle stoviglie e armadi sufficienti per riporle dovranno essere previsti quando gli *offices* eventualmente predisposti non siano direttamente accessibili dalle mense.

10. La superficie delle tavole e delle sedie dovrà essere in materiale resistente all'umidità, compatto e di facile pulizia.

ARTICOLO 12.

1. A bordo di ogni nave, uno o più spazi di dimensioni adeguate rispetto alla portata della nave e all'effettivo che costituisce l'equipaggio, dovranno essere predisposti su di un ponte scoperto, affinché l'equipaggio vi possa accedere allorché non è di servizio.

2. Locali di ricreazione opportunamente situati e arredati convenientemente dovranno essere previsti per gli ufficiali e per il personale subalterno. Qualora, oltre alle mense, non si sia provveduto a predisporre tale tipo di locali, le mense dovranno essere arredate e sistematiche in modo da farne le veci.

ARTICOLO 13.

1.. Adeguati impianti sanitari, provvisti di lavandini, vasche e/o docce, dovranno essere predisposti a bordo di ogni nave.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. Gabinetti distinti dovranno essere installati nella proporzione minima che segue:

a) a bordo di navi con stazza inferiore alle 800 tonnellate: tre;

b) a bordo di navi con stazza pari o superiore alle 800 tonnellate, ma inferiore alle 3.000 tonnellate; quattro;

c) a bordo di navi con stazza pari o superiore alle 3.000 tonnellate: sei;

d) a bordo di navi con alloggi distinti per gli ufficiali o operatori radio, impianti sanitari contigui o posti in prossimità degli alloggi dovranno essere predisposti.

3. La legge nazionale dovrà fissare la ripartizione dei gabinetti fra le varie categorie di lavoratori che compongono l'equipaggio, fatte salve le disposizioni di cui al paragrafo 4 del presente articolo.

4. Impianti sanitari per tutti i membri dell'equipaggio che non godono di camere o cabine con impianto sanitario privato dovranno essere predisposti per ognuna delle categorie dei componenti l'equipaggio, in ragione di:

a) una vasca e/o doccia ogni otto persone, o meno;

b) un gabinetto ogni otto persone, o meno;

c) un lavabo ogni sei persone, o meno.

Qualora, tuttavia, il numero degli effettivi di una data categoria superi di meno della metà della cifra indicata un multiplo della stessa, l'eccedenza potrà essere trascurata per quanto riguarda l'applicazione di questa disposizione.

5. Qualora complessivamente l'equipaggio superi i cento effettivi o trattandosi di navi passeggeri adibite a traversate di una durata non superiore alle quattro ore, la competente autorità potrà prevedere speciali disposizioni o richiedere un numero ridotto di impianti sanitari.

6. Acqua dolce, calda e fredda, o attrezzatura per il riscaldamento dell'acqua, dovranno essere fornite in tutti i locali comuni adibiti all'igiene. La competente autorità avrà la facoltà di fissare, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, la quantità massima di acqua dolce che potrà essere richiesta all'armatore per uomo e per giorno.

7. I lavabo e le vasche dovranno essere di dimensioni adeguate e di materiale del tipo approvato, a superficie compatta, non suscettibile di incrinarsi, di scheggiarsi o corrodgersi.

8. L'aerazione di ogni gabinetto avverrà attraverso un passaggio comunicante direttamente con l'aria libera, indipendentemente dalle altre parti dei locali ad uso abitazione.

9. I gabinetti dovranno essere del tipo approvato e dotati di sciacquone potente, costantemente in funzione e individualmente controllabile.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

10. I tubi discendenti e di scarico dovranno essere di dimensioni adeguate e installati in modo da ridurre al minimo le possibilità di ostruzione e da facilitarne la pulizia.

11. Gli impianti sanitari destinati a più di una persona dovranno essere conformi alle seguenti norme:

a) i rivestimenti di coperta dovranno essere di materiale duraturo del tipo approvato, di facile pulizia e impermeabili all'umidità; un efficace sistema di scolo delle acque dovrà essere predisposto;

b) le paratie saranno in acciaio o altro materiale del tipo approvato, stagne per un'altezza di almeno 0,23 (9 pollici) da terra;

c) i locali dovranno essere adeguatamente illuminati, riscaldati ed areati;

d) i gabinetti saranno situati in un punto facilmente accessibile dalla zona notte e dai locali adibiti all'igiene, ma da questi separati; non dovranno affacciarsi direttamente sulla zona notte né su di un corridoio che immetta unicamente alla zona notte. Tuttavia, quest'ultima disposizione non si applica ai gabinetti posti fra due cabine, con un totale di occupanti non superiore a quattro.

e) qualora più gabinetti siano installati in uno stesso locale, essi dovranno essere adeguatamente cintati per garantirne l'isolamento.

12. A bordo di ogni nave saranno predisposti impianti di lavaggio ed asciugatura biancheria in proporzione agli effettivi che compongono l'equipaggio e alla normale durata delle traversate.

13. L'impianto di lavaggio comprenderà adeguate vasche dotate di dispositivo di scolo, che potranno essere installate nei locali adibiti all'igiene, ove non sia ragionevolmente possibile allestire una lavanderia vera e propria. Le vasche saranno alimentate adeguatamente con acqua dolce, calda e fredda. In mancanza di acqua calda, impianti di riscaldamento dell'acqua saranno predisposti.

14. L'impianto di asciugatura sarà allestito in un locale separato dalla zona letto e dalle mense, adeguatamente aerato e fornito di corde o altro sistema di stenditura.

ARTICOLO 14.

1. Un'infermeria a se stante sarà predisposta a bordo di ogni nave che imbarchi un equipaggio di quindici o più persone ed effettui traversate di più di tre giorni. La competente autorità potrà concedere deroghe a questa disposizione per quanto concerne le navi adibite alla navigazione costiera.

2. L'infermeria sarà situata in un punto di facile accesso, e sarà sistemata in modo da ospitare confortevolmente i suoi occupanti e fornir loro, ad ogni istante, le necessarie cure.

3. L'accesso, le cuccette, l'illuminazione, la ventilazione, il riscaldamento e l'impianto d'acqua saranno predisposti in modo da garantire il *confort* degli occupanti e facilitarne il trattamento.

4. Il numero di cuccette dell'infermeria sarà stabilito dalla competente autorità.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

5. Gli occupanti l'infermeria disporranno, per loro uso esclusivo, di gabinetti situati nell'ambito dell'infermeria o in prossimità della stessa.

6. Sarà vietato adibire l'infermeria ad un uso che non sia l'eventuale trattamento di malati.

7. Ogni nave che non imbarchi un medico a bordo dovrà disporre di un armadietto per medicinali del tipo approvato, munito di istruzioni di facile comprensione.

ARTICOLO 15.

1. Guardaroba adeguati e opportunamente areati destinati ad accogliere le incerte dovranno essere predisposti al di fuori della zona notte, ma da questa facilmente accessibili.

2. A bordo di ogni nave con stazza superiore alle 3.000 tonnellate, sarà predisposto un locale per il servizio di coperta ed uno per il servizio di macchina, ad uso ufficio.

3. A bordo delle navi che toccano normalmente porti infestati da zanzare, dovranno essere prese disposizioni per la protezione degli alloggi dell'equipaggio, che prevedano l'utilizzo di appropriate zanzarie per oblò, aperture destinate alla ventilazione e porte che si affaccino su di un ponte aperto.

4. Ogni nave che viaggi normalmente ai tropici o nel golfo Persico, o che raggiunga tali regioni, dovrà essere munita di tendoni da installare sui ponti scoperti siti direttamente sopra gli alloggi dell'equipaggio, come pure su quella o quelle zone di ponte scoperto adibite a luogo di svago.

ARTICOLO 16.

1. Trattandosi di navi contemplate al paragrafo 5 dell'articolo 10, la competente autorità potrà, relativamente ai membri dell'equipaggio ivi considerati, modificare i termini fissati nei precedenti articoli onde tener conto delle abitudini o degli usi locali; in particolare, essa potrà adottare disposizioni speciali riguardo al numero di occupanti per cabina, o riguardo all'allestimento delle mense e degli impianti sanitari.

2. Nel modificare i termini così stabiliti, la competente autorità sarà tuttavia tenuta a rispettare le disposizioni di cui all'articolo 10, paragrafi 1 e 2, nonché i minimi richiesti di superficie per questo personale, di cui all'articolo 10, paragrafo 5.

3. A bordo di navi su cui una qualsiasi categoria di membri dell'equipaggio sia composta di gente con abitudini ed usi nazionali molto diversi, alloggi ed altri locali abitativi distinti ed adeguati dovranno essere predisposti onde rispondere alle esigenze delle varie categorie.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

4. Trattandosi di navi contemplate all'articolo 10, paragrafo 5, infermerie, mense ed impianti sanitari dovranno essere predisposti, quanto a numero e ad utilizzo pratico, sulla stessa base di quelli di navi di tipo analogo immatricolate nello stesso paese.

5. In occasione dell'elaborazione di regolamenti speciali in conformità delle disposizioni del presente articolo, l'autorità competente consulterà le organizzazioni, riconosciute *bona fide* della gente del mare interessata e le organizzazioni degli armatori e/o gli armatori loro datori di lavoro.

ARTICOLO 17.

1. Gli alloggi dell'equipaggio dovranno essere mantenuti puliti e in condizioni di abitabilità convenienti, essi non dovranno essere utilizzati come luogo di immagazzinaggio delle merci o di viveri che non siano di proprietà personale dei loro occupanti.

2. Il comandante o un ufficiale da lui espressamente incaricato a tale scopo, accompagnato da uno o più membri dell'equipaggio, procederà almeno una volta alla settimana all'ispezione di tutti i locali che costituiscono l'alloggio dell'equipaggio; i risultati della ispezione saranno messi per iscritto.

PARTE IV. — APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE ALLE NAVI ESISTENTI.

ARTICOLO 18.

1. Fatte salve le disposizioni dei paragrafi 2, 3 e 4 del presente articolo, la presente convenzione si applicherà alle navi la cui chiglia sia stata posta in cantiere successivamente all'entrata in vigore della convenzione per il paese in cui la nave è stata immatricolata.

2. Trattandosi di nave completamente ultimata alla data di entrata in vigore di questa convenzione nel territorio di immatricolazione della nave e non rispondendo questa alle norme formulate nella Parte III di questa convenzione, la competente autorità potrà, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, esigere che alla nave siano apportate le opportune modifiche affinché risponda alle disposizioni contemplate dalla convenzione, tenuto conto dei problemi di carattere pratico in gioco, allorché:

- a) la nave sia nuovamente immatricolata;
- b) importanti modifiche strutturali o importanti riparazioni siano effettuate alla nave in ottemperanza ad un piano prestabilito e non a seguito di un incidente o di un'emergenza.

3. Trattandosi di nave in costruzione e/o in via di trasformazione alla data di entrata in vigore della presente convenzione nel territorio in cui la nave è immatricolata, la competente autorità potrà

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, esigere che alla nave siano apportate le opportune modifiche affinché risponda alle disposizioni contemplate dalla convenzione, tenuto conto dei problemi di carattere pratico in gioco; tali modifiche costituiranno una applicazione definitiva dei termini della convenzione, a meno che non si proceda ad una nuova immatricolazione della nave.

4. Allorché una nave — fatte salve quelle contemplate ai paragrafi 2 e 3 del presente articolo nonché le navi cui la presente convenzione si applicava nel corso della loro costruzione — è nuovamente immatricolata in un territorio successivamente alla data di entrata in vigore della convenzione, la competente autorità potrà, previa consultazione delle organizzazioni degli armatori e/o degli armatori e quelle dei marittimi, riconosciute tali *bona fide*, esigere che alla nave siano apportate le opportune modifiche, tenuto conto dei problemi di carattere pratico in gioco. Tali modifiche costituiranno una applicazione definitiva dei termini della convenzione fintanto che non si sarà proceduto ad una nuova immatricolazione della nave.

PARTE V. — DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 19.

Nulla di quanto contemplato dalla presente convenzione potrà pregiudicare leggi, sentenze, consuetudini o intese intercorse fra gli armatori ed i marittimi che garantiscano condizioni più favorevoli di quelle previste da questa convenzione.

ARTICOLO 20.

Gli strumenti formali di ratifica della presente convenzione saranno trasmessi al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 21.

1. La presente convenzione non vincolerà che i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro i cui strumenti di ratifica siano stati registrati dal Direttore generale.

2. La presente convenzione entrerà in vigore sei mesi dopo la data di registrazione degli strumenti di ratifica di sette dei seguenti paesi: Stati Uniti d'America, Argentina, Australia, Belgio, Brasile, Canada, Cile, Cina, Danimarca, Finlandia, Francia, Regno Unito di Gran Bretagna e d'Irlanda del Nord, Grecia, India, Irlanda, Italia, Norvegia, Paesi Bassi, Polonia, Portogallo, Svezia, Turchia e Jugoslavia, essendo inteso che di questi sette paesi, quattro almeno dovranno possedere una propria marina mercantile con stazza lorda non inferiore ad un milione di tonnellate. Questa disposizione ha

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

come scopo quello di facilitare, incoraggiare e accelerare la ratifica della presente convenzione da parte degli Stati membri.

3. Successivamente, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascun Membro sei mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 22.

1. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione potrà denunziarla allo scadere dei dieci anni successivi alla data di entrata in vigore iniziale della convenzione, con atto trasmesso al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia non avrà effetto se non un anno dopo la sua registrazione.

2. Ogni Membro che abbia ratificato la presente convenzione e che entro un anno dallo scadere del decennio menzionato al precedente paragrafo non si sia avvalso della facoltà di denunzia concessagli dal presente articolo, sarà da ritenersi vincolato per un altro decennio e, successivamente, potrà denunciare la presente convenzione allo scadere di ogni decennio, secondo i termini previsti dal presente articolo.

ARTICOLO 23.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro l'avvenuta registrazione di tutti gli strumenti di ratifica e di tutte le denunce pervenutegli dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione l'avvenuta registrazione dell'ultimo strumento di ratifica necessario per l'entrata in vigore della convenzione, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data di entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 24.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro trasmetterà al Segretario generale delle Nazioni Unite ai fini della registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, dati completi in merito a tutte le ratifiche e a tutte le denunce da lui registrate in conformità degli articoli precedenti.

ARTICOLO 25.

Allo scadere di ogni decennio a partire dall'entrata in vigore della presente convenzione, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio inter-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

nazionale del Lavoro sarà tenuto a presentare alla Conferenza generale un rapporto circa l'applicazione della presente convenzione e deciderà se è il caso di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua totale o parziale revisione.

ARTICOLO 26.

1. Qualora la Conferenza adotti una nuova convenzione totalmente o parzialmente riveduta della presente convenzione, e salvo che diversamente disposto dalla nuova convenzione:

a) la ratifica della nuova convenzione riveduta da parte di un Membro comporterà, di diritto, malgrado l'articolo 22 di cui sopra, l'immediata denunzia della presente convenzione, purché la nuova convenzione riveduta sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione riveduta, la presente convenzione cesserà di essere aperta a ratifica da parte dei Membri.

2. La presente convenzione resterà in ogni caso vigente, quanto a forma e portata, per quei Membri che l'abbiano ratificata e che non intendano ratificare la convenzione riveduta.

ARTICOLO 27.

Le versioni francese e inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede costituisce il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro nel corso della sua trentaduesima sessione, tenutasi a Ginevra e conclusasi il 2 luglio 1949.

IN FEDE DI CHE hanno apposto le loro firme, oggi, diciotto agosto 1949:

Il Presidente della Conferenza

GUILDAUME MYRDDIN-EVANS

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro

DAVID A. MORSE

CONVENTION (N. 133)**concernant le logement de l'équipage à bord des navires
(dispositions complémentaires)**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail.

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 14 octobre 1970, en sa cinquante-cinquième session;

Notant que la convention sur le logement des équipages (révisée), 1949, fixe des normes détaillées en ce qui concerne des questions telles que les postes de couchage, les réfectoires et les salles de récréation, la ventilation, le chauffage, l'éclairage et les installations sanitaires à bord des navires;

Considérant que l'évolution rapide des caractéristiques de la construction et de l'exploitation des navires modernes permet d'envisager des nouvelles améliorations dans le logement des équipages;

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives au logement des équipages, question qui constitue le deuxième point à l'ordre du jour de la session;

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention internationale complétant la convention sur le logement des équipages (révisée), 1949,

adopte, ce trentième jour d'octobre mil neuf cent soixante-dix, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur le logement des équipages (dispositions complémentaires), 1970:

PARTIE I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES**ARTICLE 1.**

1. La présente convention s'applique à tout navire de mer, de propriété publique ou privée, affecté, pour des fins commerciales, au transport de marchandises ou de passagers, ou utilisé à toute autre fin commerciale, qui est immatriculé dans un territoire pour

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

lequel cette convention est en vigueur, et dont la quille aura été posée — ou dont la construction se trouve à un stade équivalent — à la date d'entrée en vigueur de la convention pour ce territoire ou après cette date.

2. La législation nationale définira quand un navire sera réputé navire de mer aux fins de l'application de la présente convention.

3. La présente convention s'applique aux remorqueurs dans la mesure où cela est raisonnable et praticable.

4. La présente convention ne s'applique pas:

a) aux navires jaugeant moins de 1.000 tonneaux;

b) aux navires dont la voile est le principal moyen de propulsion, qu'ils soient ou non équipés d'une machine auxiliaire;

c) aux navires affectés à la pêche, à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues;

d) aux navires à ailes portantes et naviplanes.

5. Toutefois, la présente convention s'appliquera, dans la mesure où cela sera raisonnable et praticable:

a) aux navires de 200 à 1.000 tonneaux;

b) au logement des personnes employées au travail normal du bord sur les navires affectés à la chasse à la baleine ou à des opérations analogues.

6. En outre, il pourra être dérogé, à l'égard de tout navire, à la pleine application de l'une quelconque des prescriptions visées à l'article 3 de la convention si, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, l'autorité compétente estime que les modalités de la dérogation entraîneront des avantages ayant pour effet d'établir des conditions qui, dans l'ensemble, ne seront pas moins favorables que celles qui auraient découlé de la pleine application de la convention. Des détails sur toutes les dérogations de cette nature seront communiqués par le Membre intéressé au Directeur général du Bureau international du Travail.

7. En outre, l'autorité compétente déterminera, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, dans quelle mesure il est approprié, compte tenu des besoins de locaux pour le personnel en dehors du temps de travail, de faire des exceptions ou de s'écartier des dispositions de la présente convention en ce qui concerne:

a) les ferry-boats de mer, les ravitailleurs et les navires similaires qui ne disposent pas de manière continue du même équipage permanent;

b) les navires de mer, lorsque le personnel affecté au service de réparation est embarqué temporairement en plus de l'équipage du navire;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

c) les navires de mer affectés à des voyages de courte durée qui permettent, chaque jour, aux membres de l'équipage, soit de bénéficier d'avantages analogues.

ARTICLE 2.

En vue de l'application de la présente convention:

a) le terme « navire » signifie tout bâtiment auquel la convention s'applique;

b) le terme « tonneaux » signifie les tonneaux de jauge brute;

c) le terme « navire à passager » signifie tout navire pour lequel est valide: i) soit un certificat de sécurité pour navire à passagers délivré en conformité des dispositions en vigueur de la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer; ii) soit un certificat pour le transport de passagers;

d) le terme « officier » signifie toute personne, à l'exclusion du capitaine, ayant rang d'officier d'après la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, d'après les conventions collectives ou la coutume;

e) le terme « personnel subalterne » signifie tout membre de l'équipage autre qu'un officier;

f) le terme « membre du personnel de maistrance » signifie tout membre du personnel subalterne exerçant une fonction de surveillance ou assumant une responsabilité spéciale, et qui est considéré comme tel par la législation nationale ou, à défaut d'une telle législation, par les conventions collectives ou la coutume;

g) le terme « adulte » s'applique à toute personne âgée de dix-huit ans au moins;

h) le terme « logement de l'équipage » comprend les postes de couchage, réfectoires, installations sanitaires, infirmeries et lieux de récréation prévus pour être utilisés par l'équipage;

i) le terme « prescrit » signifie prescrit par la législation nationale ou par l'autorité compétente;

j) le terme « approuvé » signifie approuvé par l'autorité compétente;

k) le terme « nouvelle immatriculation » signifie nouvelle immatriculation à l'occasion d'un changement simultané de pavillon et de propriété d'un navire.

ARTICLE 3.

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à se conformer, en ce qui concerne les navires auxquels la convention s'applique:

a) aux dispositions des parties II et III de la convention sur le logement des équipages (révisée), 1949;

b) aux dispositions de la partie II de la présente convention.

ARTICLE 4.

1. Tout Membre partie à la présente convention s'engage à maintenir en vigueur une législation propre à en assurer l'application.

2. Ladite législation:

- a) obligera l'autorité compétente à notifier à tous les intéressés les dispositions qui seront prises;
- b) précisera les personnes qui sont chargées d'en assurer l'application;
- c) prescrira des sanctions adéquates pour toute infraction;
- d) prévoira l'institution et le maintien d'un régime d'inspection propre à assurer effectivement l'observation des dispositions prises;
- e) obligera l'autorité compétente à consulter les organisations d'armateurs et/ou les armateurs et les organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, en vue d'élaborer les règlements et de collaborer dans toute la mesure possible avec les parties intéressées à la mise en application de ces règlements.

PARTIE II. PRESCRIPTIONS RELATIVES AU LOGEMENT DES ÉQUIPAGES

ARTICLE 5.

1. La superficie, par occupant, de toute cabine destinée au personnel subalterne ne sera pas inférieure à:

- a) 3,75 mètres carrés (40,36 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneaux;
- b) 4,25 mètres carrés (45,75 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, mais moins de 10.000 tonneaux;
- c) 4,75 mètres carrés (51,13 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 10.000 tonneaux ou plus.

2. Toutefois, la superficie, par occupant de toute cabine affectée à deux membres du personnel subalterne, ne sera pas inférieure à:

- a) 2,75 mètres carrés (29,60 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneaux;
- b) 3,25 mètres carrés (34,98 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, mais moins de 10.000 tonneaux;
- c) 3,75 mètres carrés (40,36 pieds carrés) à bord des navires jugeant 10.000 tonneaux ou plus.

3. En outre la superficie des cabines affectées au personnel subalterne à bord des navires à passagers ne sera pas inférieure:

- a) à 2,35 mètres carrés (ou 25,30 pieds carrés) par occupant, à bord des navires jaugeant 1.000 tonneaux ou plus, mais moins de 3.000 tonneaux;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

b) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, à:

- i) 3,75 mètres carrés (40,36 pieds carrés) pour des cabines individuelles;
- ii) 6,00 mètres carrés (64,58 pieds carrés) pour des cabines de deux personnes;
- iii) 9,00 mètres carrés (96,88 pieds carrés) pour des cabines de trois personnes;
- iv) 12,00 mètres carrés (129,17 pieds carrés) pour des cabines de quatre personnes.

4. Deux membres du personnel subalterne au maximum pourront occuper la même cabine sauf sur les navires à passagers, où ce nombre ne devra pas être supérieur à quatre.

5. Les membres du personnel de maistrance disposeront soit de cabines individuelles, soit de cabines pour deux personnes.

6. Dans les cabines destinées aux officiers, lorsque ceux-ci ne disposent pas d'un salon privé, la superficie, par occupant, sera d'au moins 6,50 mètres carrés (69,96 pieds carrés), à bord des navires jaugeant moins de 3.000 tonneaux, et ne sera pas inférieure à 7,50 mètres carrés (80,73 pieds carrés) à bord des navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus.

7. A bord des navires autres que les navires à passagers, chaque membre adulte de l'équipage disposera d'une cabine individuelle lorsque les dimensions, l'affectation et les aménagements du navire rendent cela raisonnable et possible.

8. Lorsque cela est possible sur les navires jaugeant 3.000 tonneaux ou plus, le chef mécanicien et le second capitaine disposeront d'une autre pièce contiguë à leur cabine pour servir de salon privé.

9. L'espace occupé par les couchettes, les armoires, les commodes et les sièges sera compris dans le calcul de la superficie. Les espaces exigus ou de forme irrégulière qui n'augmentent pas effectivement l'espace disponible pour circuler ou qui ne peuvent être utilisés pour y placer des meubles ne seront pas compris dans ce calcul.

10. Les dimensions intérieures d'une couchette ne seront pas inférieures à 1,98 mètre sur 0,80 mètre (6 pieds 6 pouces sur 2 pieds 7,50 pouces).

ARTICLE 6.

1. La superficie des réfectoires à l'usage des officiers ou du personnel subalterne ne sera pas inférieure à 1 mètre Carré (10,76 pieds Carrés) par place assise prévue.

2. Tout réfectoire sera pourvu de tables et de sièges approuvés, fixes ou amovibles, en nombre suffisant pour le plus grand nombre probable de membres de l'équipage qui les utiliseront en même temps.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

3. Les installations suivantes seront utilisables à tout moment, lorsque les membres de l'équipage sont à bord:

- a) un réfrigérateur d'un accès commode et d'une capacité suffisante pour le nombre de personnes utilisant le ou les réfectoires;
- b) des installations permettant de disposer de boissons chaudes;
- c) des installations de distribution d'eau fraîche.

4. L'autorité compétente pourra accorder des dérogations aux dispositions des paragraphes 1 et 2 du présent article concernant l'aménagement des réfectoires, dans la mesure où les conditions spéciales existant à bord des navires à passagers peuvent l'exiger.

ARTICLE 7.

1. Des locaux de récréation situés dans un endroit approprié et meublés d'une manière convenable seront prévus pour les officiers et le personnel subalterne. Lorsqu'il n'existera pas de tels locaux en dehors des réfectoires, ceux-ci seront établis, meublés et installés de façon à en tenir lieu.

2. Les locaux de récréation seront équipés au minimum d'une bibliothèque et d'installations pour la lecture, pour la correspondance et, si possible, pour les jeux.

3. Sur les navires jaugeant 8.000 tonneaux ou plus, il y aura lieu d'aménager un fumoir où une bibliothèque où des films pourraient être projetés ou la télévision installée, ainsi qu'une salle de bricolage et de jeu; l'installation d'une piscine devra être envisagée.

4. Lors de l'établissement des plans concernant les locaux de récréation, l'autorité compétente prendra en considération l'installation d'une cantine.

ARTICLE 8.

1. A bord de tout navire, il y aura lieu de prévoir, en un endroit approprié pour les officiers et pour le personnel subalterne, au minimum un water-closet ainsi qu'une baignoire et/ou une douche pour chaque groupe de six personnes ou moins qui ne disposent pas d'installations sanitaires conformément aux paragraphes 2 à 4 ci-dessous. Lorsque des femmes sont employées à bord d'un navire, des installations sanitaires séparées seront prévues à leur intention.

2. A bord des navires jaugeant 5.000 tonneaux ou plus, mais moins de 15.000 tonneaux, cinq cabines individuelles au moins à l'usage des officiers disposeront d'une salle de bains privée contiguë, équipée d'un water-closet, ainsi que d'une baignoire et/ou d'une douche et d'un lavabo alimentés en eau douce courante, chaude et

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

froide; le lavabo pourra être installé dans la cabine. En outre, à bord des navires jaugeant 10.000 tonneaux ou plus, mais moins de 15.000 tonneaux, les cabines de tous les autres officiers disposeront de salles de bains privées ou communicantes équipées de la même manière.

3. A bord des navires jaugeant 15.000 tonneaux ou plus, les cabines individuelles d'officiers disposeront d'une salle de bains privée contiguë, équipée d'un water-closet, ainsi que d'une baignoire et/ou d'une douche et d'un lavabo alimentés en eau douce courante, chaude et froide; le lavabo pourra être installé dans la cabine.

4. A bord des navires jaugeant 25.000 tonneaux ou plus, à l'exception des navires à passagers, il sera prévu une salle de bains à raison de deux membres du personnel subalterne, soit communicante entre deux cabines, soit située en face de l'entrée de deux cabines contigües; cette salle de bains sera équipée d'un water-closet ainsi que d'une baignoire et/ou d'une douche et d'un lavabo alimentés en eau douce courante, chaude et froide.

5. A bord des navires jaugeant 5.000 tonneaux ou plus, à l'exception des navires à passagers, chaque cabine destinée aux officiers ou au personnel subalterne sera équipée d'un lavabo alimenté en eau douce courante, chaude et froide, sauf lorsqu'il en existe un dans une salle de bains installée conformément aux paragraphes 2, 3 ou 4 du présent article.

6. A bord de tout navire, des moyens de laver, de sécher et de repasser le linge seront prévus, dans une proportion correspondant à l'effectif de l'équipage et à la durée normale du voyage, à l'intention des officiers et du personnel subalterne. Ces installations seront situées, dans la mesure du possible, en des endroits auxquels les intéressés pourront accéder facilement de leur logement.

7. Ces installations consisteront en:

- a) machines à laver;
- b) machines à sécher le linge ou locaux de séchage convenablement chauffés et ventilés;
- c) fers à repasser et planches à repasser ou appareils équivalents.

ARTICLE 9.

1. A bord des navires jaugeant 1.600 tonneaux ou plus, il sera prévu:

a) des toilettes séparées, comprenant un water-closet et un lavabo avec eau douce courante, chaude et froide, aisément accessibles de la passerelle de navigation, à l'intention essentiellement du personnel qui y travaille;

b) un water-closet ainsi qu'un lavabo avec eau douce courante, chaude et froide, aisément accessibles de la salle des machines, s'il n'existe pas de telles installations à proximité du poste central de commande de la salle des machines.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. A bord des navires jaugeant 1.600 tonneaux ou plus - à l'exception de ceux où sont aménagées des cabines individuelles et des salles de bains privées ou semiprivées pour l'ensemble du personnel du service des machines - il y aura lieu de prévoir des installations pour se changer qui seront:

- a) situées à l'extérieur de la salle des machines, mais aisément accessibles de celle-ci;
- b) équipées d'armoires individuelles, ainsi que de baignoires et/ou de douches et de lavabos, alimentés en eau douce courante, chaude et froide.

ARTICLE 10.

Dans tous les locaux de l'équipage où la liberté de circuler doit être assurée, la hauteur de l'espace libre ne sera pas inférieure à 1,98 mètre (6 pieds 6 pouces); toutefois l'autorité compétente pourra permettre une certaine réduction de cette dimension pour tout espace ou partie d'espace dans ces locaux, lorsqu'elle l'estime raisonnable et qu'une telle réduction ne porte pas atteinte au confort de l'équipage.

ARTICLE 11.

1. Les locaux destinés au logement de l'équipage seront convenablement éclairés.

2. Sous réserve des aménagements spéciaux qui peuvent être autorisés pour les navires à passagers, les postes de couchage et les réfectoires seront pourvus d'un éclairage naturel ainsi que d'un éclairage artificiel adéquat.

3. Tout navire sera pourvu d'une installation permettant de éclairer à l'électricité le logement de l'équipage. S'il n'existe pas à bord deux sources indépendantes de production d'électricité, un système d'éclairage de secours sera prévu au moyen de lampes ou d'appareils d'éclairage de modèle approprié.

4. Dans les cabines, chaque couchette sera munie d'une lampe de chevet électrique.

5. Des normes appropriées d'éclairage naturel et artificiel seront établies par l'autorité compétente.

ARTICLE 12.

A bord des navires où la composition de l'équipage doit, sans qu'il résulte une discrimination, tenir compte de l'intérêt d'équipages ayant des pratiques religieuses et sociales différentes, l'autorité compétente pourra - après consultation des organisations d'armateurs des et/ou des armateurs et des organisations reconnues

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

bona fide de gens de mer et sous réserve d'un accord entre les uns et les autres — permettre des dérogations aux dispositions des paragraphes 1 à 4 et 7 de l'article 5 et des paragraphes 1 et 4 de l'article 8 de la présente convention, à condition qu'il n'en résulte pas une situation qui, dans l'ensemble, serait moins favorable que celle qui aurait découlé de l'application de la convention. Des détails sur toutes les dérogations de cette nature seront communiqués par le Membre intéressé au Directeur général du Bureau international du Travail, qui en informera les Membres de l'Organisation internationale du Travail.

PARTIE III. APPLICATION DE LA CONVENTION AUX NAVIRES EXISTANTS

ARTICLE 13.

1. Dans le cas d'un navire complètement terminé à la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur pour le pays où le navire est immatriculé, et qui est au-dessous des prescriptions de la convention, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime raisonnables et possibles — compte tenu en particulier des problèmes de caractère technique, économique et autre que soulève l'application des articles 5, 8 et 10 — lorsque:

a) le navire sera immatriculé à nouveau;

b) d'importantes modifications de structure ou des réparations majeures seront faites au navire par suite de l'application d'un plan préétabli, et non à la suite d'un accident ou d'un cas d'urgence.

2. Dans le cas d'un navire en construction et/ou en transformation à la date où la présente convention entrera en vigueur pour le territoire où est immatriculé, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger d'apporter au navire, pour le faire répondre aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime raisonnables et possibles, compte tenu en particulier des problèmes de caractère technique, économique et autre que soulève l'application des articles 5, 8 et 10; ces modifications constitueront une application définitive des termes de la convention.

3. Lorsqu'un navire — à moins qu'il ne s'agisse d'un navire dont il est fait mention aux paragraphes 1 et 2 du présent article, ou auquel la présente convention était applicable au cours de la construction — est immatriculé à nouveau dans un territoire après la date à laquelle la présente convention y est entrée en vigueur, l'autorité compétente pourra, après consultation des organisations

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

d'armateurs et/ou des armateurs et des organisations reconnues *bona fide* de gens de mer, exiger que soient apportées au navire, en vue de le rendre conforme aux prescriptions de la convention, telles modifications qu'elle estime raisonnables et possibles, compte tenu, en particulier, des problèmes de caractère technique, économique et autre que soulève l'application des articles 5, 8 et 10; ces modifications constitueront une application définitive des termes de la convention.

PARTIE IV. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 14.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 15.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. La présente convention entrera en vigueur douze mois après la date à laquelle auront été enregistrées les ratifications de douze Membres possédant chacun une marine marchande d'une jauge de plus de 1 million de tonneaux, étant entendu que quatre au moins d'entre eux devront posséder chacun une marine marchande d'une jauge d'au moins 2 millions de tonneaux.

3. Par la suite, la présente convention entrera en vigueur pour chaque Membre six mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICLE 16.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 17.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la dernière ratification nécessaire à l'entrée en vigueur de la convention, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 18.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 19.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 20.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 16 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'aurient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 21.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa cinquante-cinquième session qui s'est tenue à Genève et qui été déclarée close le 30 octobre 1970.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce trentième jour d'octobre 1970:

Le Président de la Conférence,

NAGENDRA SINGH

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

WILFRED JENKS

N. B. — TRADUZIONE NON UFFICIALE**CONVENZIONE (N. 133)****sull'alloggio dell'equipaggio a bordo delle navi (disposizioni complementari)**

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro, e ivi riunitasi il 14 ottobre 1970 nella sua cinquantacinquesima sessione;

Osservando che la convenzione sull'alloggio degli equipaggi (riveduta), 1949, fissa norme particolareggiate per quanto concerne questioni quali i posti-cuccetta, le mense e le sale di ricreazione, la ventilazione, il riscaldamento, l'illuminazione e gli impianti sanitari a bordo delle navi;

Considerando che la rapida evoluzione delle caratteristiche di costruzione e di utilizzazione delle navi moderne permette di prevedere nuove migliorie nell'alloggio degli equipaggi;

Avendo deciso l'adozione di varie proposte relative all'alloggio degli equipaggi, argomento che costituisce il secondo punto all'ordine del giorno della sessione;

Avendo deciso che tali proposte dovranno assumere la forma di una convenzione internazionale destinata a completare la convenzione sull'alloggio degli equipaggi (riveduta), 1949,

Adotta, oggi, trenta ottobre millenovecentosettanta, la seguente convenzione denominata Convenzione sull'alloggio degli equipaggi (disposizioni complementari), 1970:

PARTE I. — DISPOSIZIONI GENERALI.**ARTICOLO 1.**

1. La presente convenzione si applica a qualsiasi nave che effettua la navigazione marittima, di proprietà pubblica o privata, adibita per fini commerciali, al trasporto di merci o di passeggeri, o adibita a qualsiasi altro fine di natura commerciale, immatricolata in un territorio per il quale la presente convenzione sia in vigore, e la cui chiglia sia stata collocata — o la cui costruzione sia ad uno stadio equivalente — alla data di entrata in vigore della convenzione per tale territorio o posteriormente a tale data.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. La legislazione nazionale stabilirà quando una nave dovrà essere ritenuta nave marittima ai fini dell'applicazione della presente convenzione.

3. La presente convenzione si applica ai rimorchiatori nella misura in cui ciò sia ragionevole e possibile.

4. La presente convenzione non si applica:

a) alle navi di stazza inferiore a 1000 tonnellate;

b) alle navi di cui la vela costituisce il principale mezzo di propulsione, siano o no esse equipaggiate di un motore ausiliario;

c) alle navi destinate alla pesca, alla caccia alla balena o ad operazioni analoghe;

d) alle navi ad ali portanti e a cuscino pneumatico.

5. Tuttavia la presente convenzione si applicherà nella misura in cui ciò sia ragionevole e possibile:

a) alle navi da 200 a 1000 tonnellate;

b) all'alloggio delle persone preposte alle normali attività di bordo sulle navi adibite alla caccia alla balena o ad operazioni analoghe.

6. Inoltre si potrà derogare nei riguardi di qualsiasi nave, alla piena applicazione di una qualunque delle prescrizioni contemplate all'articolo 3 della convenzione, se, dopo consultazione delle organizzazioni di armatori e/o degli armatori e delle organizzazioni riconosciute *bona fide* di marittimi, l'autorità competente ritiene che le modalità della deroga comporteranno vantaggi aventi l'effetto di determinare condizioni che non saranno meno favorevoli, nel complesso, di quelle che sarebbero derivate dalla piena applicazione della convenzione. Particolari relativi a tutte le deroghe di tale natura verranno comunicati dallo Stato membro interessato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro.

7. Inoltre, l'autorità competente stabilirà, dopo consultazione delle organizzazioni di armatori e/o degli armatori e delle organizzazioni riconosciute *bona fide* di marittimi, in quale misura sarà opportuno, tenuto conto delle necessità di locali destinati al personale per il tempo libero, fare delle eccezioni o discostarsi dalle disposizioni della presente convenzione per quanto riguarda:

a) le navi-traghetto, le navi rifornimento e le navi analoghe che non dispongano in modo continuo dello stesso equipaggio permanente;

b) le navi marittime, quando il personale preposto al servizio di riparazione è temporaneamente imbarcato in sovrappiù all'equipaggio della nave;

c) le navi marittime adibite a viaggi di breve durata che permettano, ogni giorno, ai membri dell'equipaggio, o di tornare a domicilio o di beneficiare di vantaggi analoghi.

ARTICOLO 2.

Ai fini dell'applicazione della presente convenzione:

- a) con il termine « nave » s'intende qualsiasi imbarcazione alla quale si applica la convenzione;
- b) con il termine « tonnellate » s'intendono le tonnellate di stazza lorda;
- c) con il termine « nave passeggeri » s'intende qualsiasi nave per la quale è valido: i) sia un certificato di sicurezza per nave passeggeri rilasciato in conformità alle disposizioni in vigore della Convenzione internazionale per la salvaguardia della vita umana in mare; ii) sia un certificato per il trasporto di passeggeri;
- d) con il termine « ufficiale » s'intende qualsiasi persona, ad eccezione del capitano, che possegga il grado di ufficiale, secondo la legislazione nazionale o, in mancanza di una tale legislazione, secondo i contratti collettivi o la consuetudine;
- e) il termine « personale subalterno » significa qualsiasi membro dell'equipaggio tranne gli ufficiali;
- f) con il termine « membro del personale di maestranza » s'intende qualsiasi membro del personale subalterno che eserciti una funzione di sorveglianza o assuma una particolare responsabilità e che sia considerato come tale dalla legislazione nazionale o, in mancanza di tale legislazione, dai contratti collettivi o dalla consuetudine;
- g) il termine « adulto » si applica a qualsiasi persona che abbia almeno diciotto anni;
- h) il termine « alloggio dell'equipaggio » comprende i dormitori, le mense, le installazioni sanitarie, le infermerie e i luoghi di ricreazione previsti per uso dell'equipaggio;
- i) il termine « prescritto » significa prescritto dalla legislazione nazionale o dall'autorità competente;
- j) il termine « approvato » significa approvato dall'autorità competente;
- k) il termine « nuova immatricolazione » significa nuova immatricolazione in occasione di un cambiamento simultaneo di bandiera e di proprietà di una nave.

ARTICOLO 3.

Ogni Stato membro per il quale sia in vigore la presente convenzione s'impegna ad uniformarsi, per quanto riguarda le navi alle quali si applica la convenzione:

- a) alle disposizioni delle parti II e III della convenzione sull'alloggio degli equipaggi (riveduta), 1949;
- b) alle disposizioni della parte II della presente convenzione.

ARTICOLO 4.

1. Ogni Stato membro contraente della presente convenzione s'impegna a mantenere in vigore una legislazione atta ad assicurarne l'applicazione.

2. La suddetta legislazione:

- a) vincolerà l'autorità competente a notificare a tutti gli interessati le disposizioni che verranno adottate;
- b) indicherà le persone incaricate di assicurarne l'applicazione;
- c) prescriverà sanzioni adeguate per ogni infrazione;
- d) prevederà l'istituzione ed il mantenimento di un sistema d'ispezione atto a garantire effettivamente l'osservanza delle disposizioni adottate;
- e) vincolerà l'autorità competente a consultare le organizzazioni di armatori e/o gli armatori e le organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, allo scopo di elaborare i regolamenti e di collaborare per quanto possibile con le parti interessate all'applicazione di questi regolamenti.

PARTE II. — PRESCRIZIONI RELATIVE ALL'ALLOGGIO DEGLI EQUIPAGGI.

ARTICOLO 5.

1. La superficie, per occupante, di ogni cabina destinata al personale subalterno non sarà inferiore a:

- a) metri quadri 3,75 (piedi quadri 40,36) a bordo delle navi di 1.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 3.000 tonnellate;
- b) metri quadri 4,25 (piedi quadri 45,75) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 10.000 tonnellate;
- c) metri quadri 4,75 (piedi quadri 51,13) a bordo delle navi di 10.000 tonnellate ed oltre di stazza.

2. Tuttavia, la superficie, per occupante di ogni cabina destinata a due membri del personale subalterno, non sarà inferiore a:

- a) metri quadri 2,75 (piedi quadri 29,60) a bordo delle navi di 1.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 3.000 tonnellate;
- b) metri quadri 3,25 (piedi quadri 34,98) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 10.000 tonnellate;
- c) metri quadri 3,75 (piedi quadri 40,36) a bordo delle navi di 10.000 tonnellate ed oltre di stazza.

VII LEGISLATURA — DOCUMENTI — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI

3. Inoltre, la superficie delle cabine destinate al personale subalterno a bordo delle navi passeggeri non sarà inferiore a:

- a) metri quadri 2,35 (piedi quadri 25,30) per occupante, a bordo delle navi di 1.000 tonnellate ed oltre di stazza, ma inferiori a 3.000 tonnellate;
- b) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate ed oltre di stazza, a:
 - i) metri quadri 3,75 (piedi quadri 40,36) per cabine individuali;
 - ii) metri quadri 6,00 (piedi quadri 64,58) per cabine di due persone;
 - iii) metri quadri 9,00 (piedi quadri 96,88) per cabine di tre persone;
 - iv) metri quadri 12,00 (piedi quadri 129,17) per cabine di quattro persone.

4. Due membri del personale subalterno al massimo potranno occupare la stessa cabina salvo sulle navi passeggeri, sulle quali tale numero non potrà essere superiore a quattro.

5. I membri del personale di maestranza disporranno sia di cabine individuali che di cabine per due persone.

6. Nelle cabine destinate agli ufficiali, quando questi non dispongano di un salottino privato, la superficie, per occupante, sarà di almeno 6,50 metri quadri (piedi quadri 69,96), a bordo delle navi di meno 3.000 tonnellate di stazza, e non inferiore a metri quadri 7,50 (piedi quadri 80,73) a bordo delle navi di 3.000 tonnellate di stazza ed oltre.

7. A bordo di tutte le navi, tranne le navi passeggeri, ogni membro aduto dell'equipaggio disporrà di una cabina individuale quando le dimensioni, la destinazione e la sistemazione della nave rendono tale soluzione ragionevole e possibile.

8. Quando ciò sarà possibile sulle navi di 3.000 tonnellate di stazza ed oltre, il direttore di macchine ed il secondo ufficiale disporranno di un'altra stanza contigua alla propria cabina la quale servirà da salottino privato.

9. Lo spazio occupato da cuccette, stipetti, cassettoni e sedie sarà compreso nel calcolo della superficie. Gli spazi esigui o di forma irregolare che non accrescono effettivamente lo spazio disponibile per circolare o che non possono essere utilizzati per disporvi mobili non saranno compresi in tale calcolo.

10. Le dimensioni interne di una cuccetta non saranno inferiori a metro 1,98 per metro 0,80 (6 piedi 6 pollici per 2 piedi 7,50 pollici).

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ARTICOLO 6.

1. La superficie delle mense destinate agli ufficiali od al personale subalterno non sarà inferiore a 1 metro quadro (10,76 piedi quadri) per ogni posto a sedere previsto.
2. Ogni mensa sarà dotata di tavoli e di sedie omologati, fissi o amovibili, in numero sufficiente per il maggior numero probabile di membri dell'equipaggio che li utilizzeranno contemporaneamente.
3. I seguenti impianti saranno in ogni momento utilizzabili, quando i membri dell'equipaggio sono a bordo:
 - a) un frigorifero di comodo accesso e di capacità sufficiente per il numero di persone che utilizzano la o le mense;
 - b) impianti che permettono di disporre di bevande calde;
 - c) impianti di distribuzione di acqua fresca.
4. L'autorità competente potrà concedere deroghe alle disposizioni contenute nei paragrafi 1 e 2 del presente articolo riguardante la sistemazione delle mense, nella misura in cui le condizioni particolari esistenti a bordo delle navi passeggeri lo esigano.

ARTICOLO 7.

1. Locali di svago situati in posto adatto ed ammobiliati in modo adeguato saranno previsti per gli ufficiali ed il personale subalterno. Quando non vi saranno altri locali di svago all'infuori delle mense, queste verranno sistemate ed ammobiliate in modo da sostituirli.
2. I locali di svago saranno attrezzati al minimo di biblioteca e di installazioni per la lettura, la corrispondenza e, possibilmente, per i giochi.
3. Sulle navi di 8.000 tonnellate di stazza ed oltre, sarà opportuno sistemare una sala per fumatori ed una biblioteca in cui potrebbero essere proiettati films o impiantata la televisione, nonché una sala per piccoli lavori manuali e da gioco; si dovrà prevedere anche l'installazione di una piscina.
4. All'atto della determinazione dei piani riguardanti i locali di svago, l'autorità competente prenderà in considerazione la creazione di uno spaccio.

ARTICOLO 8.

1. A bordo di ogni nave, sarà opportuno prevedere per gli ufficiali ed il personale subalterno, almeno una latrina situata in un posto appropriato, nonché una vasca da bagno e/o una doccia per

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ogni gruppo di sei persone a meno che non dispongano di installazioni sanitarie in conformità ai paragrafi 2-4 seguenti. Quando a bordo di una nave lavorano delle donne, impianti sanitari separati saranno previsti per loro.

2. A bordo delle navi di 5.000 tonnellate di stazza ed oltre, ma inferiori alle 15.000 tonnellate, almeno cinque cabine individuali destinate agli ufficiali disporranno di una stanza da bagno privata contigua, equipaggiata di tazza, di vasca e/o di doccia nonché di lavandino alimentati da acqua dolce corrente, calda e fredda; il lavandino potrà essere installato nella cabina. Inoltre, a bordo delle navi di 10.000 tonnellate di stazza ed oltre, ma inferiori alle 15.000 tonnellate, le cabine di tutti gli altri ufficiali disporranno di stanze da bagno private o comunicanti equipaggiate nello stesso modo.

3. A bordo delle navi di 15.000 tonnellate di stazza ed oltre, le cabine individuali degli ufficiali disporranno di una stanza da bagno privata contigua, equipaggiata di tazza, nonché di una vasca e/o di doccia e di lavandino alimentati da acqua dolce corrente, calda e fredda; il lavandino potrà essere installato nella cabina.

4. A bordo delle navi da 25.000 tonnellate di stazza ed oltre, ad eccezione delle navi passeggeri, sarà prevista una stanza da bagno per ogni due membri del personale subalterno, sia comunicante tra due cabine, sia situata di fronte all'ingresso di due cabine contigue; questa stanza da bagno sarà equipaggiata di tazza nonché di vasca e/o doccia e di lavandino alimentati di acqua dolce corrente, calda e fredda.

5. A bordo delle navi di 5.000 tonnellate di stazza ed oltre, ad eccezione delle navi passeggeri, ogni cabina destinata agli ufficiali od al personale subalterno sarà equipaggiata di lavandino alimentato di acqua dolce corrente, calda e fredda, a meno che ce ne sia uno in una stanza da bagno installata in conformità ai paragrafi 2, 3 o 4 del presente articolo.

6. A bordo di ogni nave, saranno previsti mezzi per lavare, asciugare e stirare la biancheria, in proporzione corrispondente agli effettivi dell'equipaggio e alla durata normale del viaggio, per uso degli ufficiali e del personale subalterno. Tali impianti saranno situati, per quanto possibile, in posti ai quali gli interessati potranno accedere facilmente dai loro alloggi.

7. Tali impianti comprenderanno:

- a) lavatrici;
- b) macchine per asciugare la biancheria o locali per l'asciugatura convenientemente riscaldati e ventilati;
- c) ferri da stiro o apparecchi equivalenti.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ARTICOLO 9.

1. A bordo delle navi di 1.600 tonnellate di stazza ed oltre, saranno previsti:

a) delle toelette separate, comprendenti una tazza ed un lavandino con acqua dolce corrente, calda e fredda, facilmente accessibili dalla passerella di navigazione e destinate essenzialmente al personale che vi lavora;

b) una tazza nonché un lavandino con acqua dolce corrente, calda e fredda, facilmente accessibili dalla sala macchine, se non esistono impianti del genere vicini al posto centrale di comando della sala macchine.

2. A bordo delle navi di 1.600 tonnellate di stazza ed oltre — all'infuori di quelle in cui esistono cabine individuali o stanze da bagno private o semiprivate per l'insieme del personale di servizio alle macchine — bisognerà prevedere spogliatoi che saranno:

a) situati all'estremo della sala macchine, ma facilmente accessibili da questa;

b) equipaggiati di armadi individuali, nonché di vasche e/o di docce e di lavandini, alimentati di acqua dolce corrente, calda e fredda.

ARTICOLO 10.

In tutti i locali dell'equipaggio in cui deve essere assicurata la libertà di circolazione, l'altezza dello spazio libero non sarà inferiore a metri 1,98 (6 piedi 6 pollici); tuttavia l'autorità competente potrà autorizzare una certa riduzione di tale dimensione per ogni spazio o parte di spazio in questi locali, quando lo consideri ragionevole, e a condizione che una tale riduzione non comprometta gli agi dell'equipaggio.

ARTICOLO 11.

1. I locali destinati all'alloggio dell'equipaggio saranno convenientemente illuminati.

2. Con riserva delle sistemazioni speciali che possono essere autorizzate per le navi passeggeri, i dormitori e i refettori saranno provvisti d'illuminazione naturale nonché d'illuminazione artificiale adeguata.

3. Ogni nave sarà dotata di un impianto che permetta d'illuminare elettricamente l'alloggio dell'equipaggio. Se non esistono a bordo due fonti indipendenti di produzione di elettricità, sarà previsto un sistema sussidiario d'illuminazione per mezzo di lampade o di apparecchi d'illuminazione di modello appropriato.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

4. Nelle cabine, ogni cuccetta sarà munita di una lampada da notte elettrica.

5. Norme appropriate d'illuminazione naturale ed artificiale saranno fissate dall'autorità competente.

ARTICOLO 12.

A bordo delle navi la cui composizione dell'equipaggio deve, senza che ne risultino discriminazioni, tener conto dell'interesse di equipaggi che abbiano pratiche religiose e sociali diverse, l'autorità competente potrà — dopo essersi consultata con organizzazioni di armatori e/o armatori ed organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, e con riserva di accordo tra le due parti — consentire deroghe alle disposizioni dei paragrafi 1, 4 e 7 dell'articolo 5 e dei paragrafi 1 e 4 dell'articolo 8 della presente convenzione, a condizione che non ne risulti una situazione che, nel complesso, sarebbe meno favorevole di quella che sarebbe derivata dall'applicazione della convenzione. Particolari su tutte le deroghe di tale natura verranno comunicati dallo Stato membro interessato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro, il quale ne informerà gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro.

PARTE III. — APPLICAZIONE DELLA CONVENZIONE ALLE NAVI ESISTENTI.

ARTICOLO 13.

1. Nel caso di una nave completamente terminata alla data in cui la presente convenzione entrerà in vigore per il paese in cui la nave è immatricolata, e che è al di sotto delle prescrizioni della convenzione, l'autorità competente potrà, dopo essersi consultata con le organizzazioni di armatori e/o con gli armatori e con le organizzazioni riconosciute *bona fide* dalla gente di mare, esigere di apportare alla nave, allo scopo di farla rispondere alle prescrizioni della convenzione, quelle modifiche che essa giudichi ragionevoli e possibili — tenuto conto in particolar modo dei problemi di natura tecnica, economica ed altra, sollevati dall'applicazione degli articoli 5, 8 e 10 — allorché:

a) la nave sarà nuovamente immatricolata;

b) importanti modifiche di struttura o riparazioni maggiori saranno fatte alla nave in seguito all'applicazione di un piano prestabilito, e non in seguito ad un incidente o ad un caso di urgenza.

2. Nel caso di una nave in costruzione e/o in trasformazione alla data in cui la presente convenzione entrerà in vigore per il territorio di immatricolazione, l'autorità competente potrà, previa

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

consultazione con le organizzazioni di armatori e/o con gli armatori e con le organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, esigere di apportare alla nave, allo scopo di farla rispondere alle prescrizioni della convenzione, quelle modifiche che essa giudichi ragionevoli e possibili, tenuto conto, in particolar modo, dei problemi di natura tecnica, economica ed altra, sollevati dall'applicazione degli articoli 5, 8 e 10; tali modifiche costituiranno un'applicazione definitiva dei termini della convenzione.

3. Quando una nave — a meno che non si tratti di nave di cui si faccia menzione ai paragrafi 1 e 2 del presente articolo, o alla quale la presente convenzione fosse applicabile nel corso della costruzione — è nuovamente immatricolata in un territorio dopo la data di entrata in vigore della presente convenzione, l'autorità competente potrà, previa consultazione delle organizzazioni di armatori e/o con gli armatori e le organizzazioni riconosciute *bona fide* della gente di mare, esigere che siano apportate alla nave, allo scopo di renderla conforme alle prescrizioni della convenzione, quelle modifiche che essa giudichi ragionevoli e possibili, tenuto conto, in particolar modo, dei problemi di natura tecnica, economica ed altra, sollevati dall'applicazione degli articoli 5, 8 e 10; tali modifiche costituiranno un'applicazione definitiva dei termini della convenzione.

PARTE IV. — DISPOSIZIONI FINALI.

ARTICOLO 14.

Le ratifiche formali della presente convenzione verranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrate.

ARTICOLO 15.

1. La presente convenzione sarà vincolante solo per gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sia stata registrata dal Direttore generale.

2. La presente convenzione entrerà in vigore dodici mesi dopo la data alla quale saranno state registrate le ratifiche di dodici Stati membri possessori ciascuno di una marina mercantile di oltre 1 milione di tonnellate di stazza, essendo inteso che almeno quattro di essi dovranno possedere ciascuno una marina mercantile di almeno 2 milioni di tonnellate di stazza.

3. In seguito, la presente convenzione entrerà in vigore per ciascuno Stato membro sei mesi dopo la data di registrazione della sua ratifica.

ARTICOLO 16.

1. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione può denunziarla allo scadere di un periodo di dieci anni dalla data iniziale di entrata in vigore della convenzione, con atto notificato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro e da questi registrato. La denunzia avrà effetto soltanto un anno dopo essere stata registrata.

2. Ogni Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione e che, nel termine di un anno dopo lo scadere del decennio menzionato al paragrafo precedente, non faccia uso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo, sarà vincolato per un altro decennio e, in seguito, potrà denunciare la presente convenzione allo scadere di ciascun periodo di dieci anni nelle condizioni previste al presente articolo.

ARTICOLO 17.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro notificherà a tutti gli Stati membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, la registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli verranno comunicate dagli Stati membri dell'Organizzazione.

2. Notificando agli Stati membri dell'Organizzazione la registrazione dell'ultima ratifica necessaria all'entrata in vigore della convenzione, il Direttore generale richiamerà l'attenzione degli Stati membri dell'Organizzazione sulla data alla quale entrerà in vigore la presente convenzione.

ARTICOLO 18.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, ai fini della registrazione, in conformità all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e tutti gli atti di denunzia che egli avrà registrati conformemente agli articoli precedenti.

ARTICOLO 19.

Ogni qual volta lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro presenterà alla Conferenza generale un rapporto sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà l'opportunità di iscrivere all'ordine del giorno della Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

ARTICOLO 20.

1. Nel caso in cui la Conferenza adottasse una nuova convenzione per la revisione totale o parziale della presente convenzione, e a meno che la nuova convenzione non disponga altrimenti:

- a) la ratifica, da parte di uno Stato membro, della nuova convenzione di revisione comporterebbe di pieno diritto, nonostante l'articolo 16 sopracitato, denunzia immediata della presente convenzione, con riserva che la nuova convenzione di revisione sia entrata in vigore;
- b) a decorrere dalla data di entrata in vigore della nuova convenzione di revisione, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente convenzione rimarrebbe in ogni caso in vigore nella sua forma e tenore per gli Stati membri che l'avessero ratificata e che non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 21.

Fanno ugualmente fede le versioni francese ed inglese della presente convenzione.

Il testo che precede è quello autentico della convenzione debitamente adottato dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del lavoro nella sua cinquantesima sessione tenutasi a Ginevra, e dichiarata chiusa il 30 ottobre 1970.

IN FEDE DI CIÒ hanno apposto le proprie firme in questo giorno trenta ottobre 1970:

Il Presidente della Conferenza

NAGENDRA SINGH

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro

WILFRED JENKS

CONVENTION (N. 143)**sur les migrations dans des conditions abusives et sur
la promotion de l'égalité de chances et de traitement
des travailleurs migrants**

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail et s'y étant réunie le 4 juin 1975, en sa soixantième session;

Considérant que le Préambule de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail assigne à celle-ci la tâche de défendre les « intérêts des travailleurs occupés à l'étranger »;

Considérant que la Déclaration de Philadelphie réaffirme parmi les principes sur lesquels est fondée l'Organisation internationale du Travail que « le travail n'est pas une marchandise » et que « la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour la prospérité de tous » et reconnaît l'obligation solennelle de l'Organisation de seconder la mise en œuvre de programmes propres à réaliser notamment le plein emploi grâce, en particulier, à des « moyens propres à faciliter les transferts de travailleurs, y compris les migrations de main-d'œuvre... »;

Considérant le Programme mondial de l'emploi de l'OIT ainsi que la convention et la recommandation sur la politique de l'emploi, 1964, et soulignant la nécessité d'éviter l'augmentation excessive et non contrôlée ou non assistée des mouvements migratoires, à cause de leurs conséquences négatives sur le plan social et humain;

Considérant en outre qu'afin de surmonter le sous-développement et le chômage structurel et chronique, les gouvernements de nombreux pays insistent toujours davantage sur l'opportunité d'encourager les déplacements des capitaux et des technologies plutôt que ceux des travailleurs, en fonction des besoins et des demandes de ces pays et dans l'intérêt réciproque des pays d'origine et des pays d'emploi;

Considérant également le droit de toute personne de quitter tout pays, y compris le sien, et d'entrer dans son propre pays, tel qu'établi dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Rappelant les dispositions contenues dans la convention et la recommandation sur les travailleurs migrants (révisées), 1949; dans la recommandation sur la protection des travailleurs migrants (pays insuffisamment développés), 1955; dans la convention et la recommandation sur la politique de l'emploi, 1964; dans la convention et la recommandation sur le service de l'emploi, 1948; dans la convention sur les bureaux de placement payants (révisée), 1949, qui traitent de questions telles que la réglementation du recrutement, de l'introduction et du placement des travailleurs migrants, de la mise à leur disposition d'informations précises sur les migrations, des conditions minima dont devraient bénéficier les migrants, en cours de voyage et à leur arrivée, de l'adoption d'une politique active de l'emploi ainsi que de la collaboration internationale dans ces domaines;

Considérant que l'émigration de travailleurs due aux conditions du marché de l'emploi devrait se faire sous la responsabilité des organismes officiels de l'emploi conformément aux accords multilatéraux et bilatéraux pertinents, notamment ceux qui permettent la libre circulation des travailleurs;

Considérant qu'en raison de l'existence de trafics illicites ou clandestins de main-d'œuvre, de nouvelles normes spécialement dirigées contre ces abus seraient souhaitables;

Rappelant que la convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, demande à tout membre l'ayant ratifiée d'appliquer aux immigrants qui se trouvent légalement dans les limites de son territoire un traitement qui ne soit pas moins favorable que celui qu'il applique à ses propres ressortissants en ce qui concerne diverses matières qu'elle énumère, dans la mesure où ces questions sont réglementées par la législation ou dépendent des autorités administratives;

Rappelant que la définition du terme « discrimination » dans la convention concernant la discrimination (emploi et profession), 1958, n'inclut pas obligatoirement les distinctions fondées sur la nationalité;

Considérant que de nouvelles normes seraient souhaitables, y compris en matière de sécurité sociale pour promouvoir l'égalité de chances et de traitement des travailleurs migrants et, en ce qui concerne les questions qui sont réglementées par la législation ou dépendent des autorités administratives, assurer un traitement au moins égal à celui des nationaux;

Nottant que les activités relatives aux problèmes très divers concernant les travailleurs migrants ne peuvent atteindre pleinement leurs objectifs que s'il existe une coopération étroite avec les Nations Unies et les institutions spécialisées;

Notant que les activités relatives aux problèmes très divers tenu compte des travaux des Nations Unies et des institutions spécialisées et qu'en vue d'éviter les doubles emplois et d'assurer une coordination appropriée une coopération continue se poursuivra en vue de promouvoir et d'assurer l'application de ces normes;

Ayant décidé d'adopter diverses propositions relatives aux travailleurs migrants, question qui constitue le cinquième point à l'ordre du jour de la session;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'une convention complétant la convention sur les travailleurs migrants (révisée), 1949, et la convention sur la discrimination (emploi et profession), 1958,

adopte, ce vingt-quatrième jour de juin mil neuf cent soixantequinze, la convention ci-après, qui sera dénommée Convention sur les travailleurs migrants (dispositions complémentaires), 1975.

PARTIE I. MIGRATIONS DANS DES CONDITIONS ABUSIVES

ARTICLE 1.

Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur s'engage à respecter les droits fondamentaux de l'homme de tous les travailleurs migrants.

ARTICLE 2.

1. Tout Membre pour lequel la présente convention est en vigueur doit s'attacher à déterminer systématiquement s'il existe des migrants illégalement employés sur son territoire et s'il existe, en provenance ou à destination de son territoire ou en transit par celui-ci, des migrations aux fins d'emploi dans lesquelles les migrants sont soumis au cours de leur voyage, à leur arrivée ou durant leur séjour et leur emploi à des conditions contrevenant aux instruments ou accords internationaux, multilatéraux ou bilatéraux, pertinents ou à la législation nationale.

2. Les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs doivent être pleinement consultées et avoir la possibilité de fournir leurs propres informations à ce sujet.

ARTICLE 3.

Tout Membre doit prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, qu'elles relèvent de sa compétence propre ou qu'elles appellent une collaboration avec d'autres Membres:

a) pour supprimer les migrations clandestines et l'emploi illégal de migrants;

b) à l'encontre des organisateurs de mouvements illicites ou clandestins de migrants aux fins d'emploi, en provenance ou à destination de son territoire, ou en transit par celui-ci, et à l'encontre de ceux qui emploient des travailleurs ayant immigré dans des conditions illégales,

afin de prévenir et d'éliminer les abus visés à l'article 2 de la présente convention.

ARTICLE 4.

Les Membres doivent notamment adopter, sur le plan national et international, les mesures nécessaires pour établir à ce sujet des contacts et des échanges systématiques d'informations avec les autres Etats, en consultation avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs.

ARTICLE 5.

Les mesures prévues aux articles 3 et 4 doivent notamment viser à ce que les auteurs de trafics de main-d'œuvre puissent être poursuivis quel que soit le pays d'où ils exercent leurs activités.

ARTICLE 6.

1. Des dispositions doivent être prises aux termes de la législation nationale pour une détection efficace de l'emploi illégal de travailleurs migrants et pour la définition et l'application de sanctions administratives, civiles et pénales allant jusqu'à l'emprisonnement, en ce qui concerne l'emploi illégal de travailleurs migrants, l'organisation de migrations aux fins d'emploi définies comme impliquant les abus visés à l'article 2 de la présente convention et l'assistance sciemment apportée, à des fins lucratives ou non, à de telles migrations.

2. Lorsqu'un employeur fait l'objet de poursuites en application des dispositions prises en vertu du présent article, il doit avoir le droit d'apporter la preuve de sa bonne foi.

ARTICLE 7.

Les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs doivent être consultées à propos de la législation et des autres mesures prévues par la présente convention en vue de prévenir ou d'éliminer les abus mentionnés ci-dessus et la possibilité de prendre des initiatives à cet effet doit leur être reconnue.

ARTICLE 8.

1. A la condition qu'il ait résidé légalement dans le pays aux fins d'emploi, le travailleur migrant ne pourra pas être considéré en situation illégale ou irrégulière du fait même de la perte de son emploi, laquelle en doit pas entraîner par elle-même le retrait de son autorisation de séjour ou, le cas échéant, de son permis de travail.

2. Il devra, en conséquence, bénéficier d'un traitement égal à celui des nationaux, spécialement en ce qui concerne les garanties relatives à la sécurité de l'emploi, le reclassement, les travaux de secours et la réadaptation.

ARTICLE 9.

1. Sans porter préjudice aux mesures destinées à contrôler les mouvements migratoires aux fins d'emploi en assurant que les travailleurs migrants entrent sur le territoire national et y sont employés en conformité avec la législation pertinente, le travailleur migrant doit, dans les cas où cette législation n'a pas été respectée et dans lesquels sa situation ne peut pas être régularisée, bénéficier pour lui-même et pour sa famille de l'égalité de traitement en ce qui concerne les droits découlant d'emplois antérieurs en matière de rémunération, de sécurité sociale et autres avantages.

2. En cas de contestation sur les droits visés au paragraphe ci-dessus, le travailleur doit avoir la possibilité de faire valoir ses droits devant un organisme compétent, soit personnellement, soit par ses représentants.

3. En cas d'expulsion du travailleur ou de sa famille, ceux-ci ne devront pas en supporter le coût.

4. Rien dans la présente convention n'empêche les Membres d'accorder aux personnes qui résident ou travaillent de manière illégale dans le pays le droit d'y rester et d'y être légalement employées.

PARTE II. EGALITÉ DE CHANCES ET DE TRAITEMENT**ARTICLE 10.**

Tout Membre pour lequel la convention est en vigueur s'engage à formuler et à appliquer une politique nationale visant à promouvoir et à garantir, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux, l'égalité de chances et de traitement en matière d'emploi et de profession, de sécurité sociale, de droits syndicaux et culturels et de libertés individuelles et collectives pour les personnes qui, en tant que travailleurs migrants ou en tant que membres de leur famille, se trouvent légalement sur son territoire.

ARTICLE 11.

1. Aux fins de l'application de la présente partie de la convention, le terme « travailleur migrant » désigne une personne qui émigre ou a émigré d'un pays vers un autre pays en vue d'occuper un emploi autrement que pour son propre compte; il inclut toute personne admise régulièrement en qualité de travailleur migrant.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. La présente partie ne s'applique pas:

a) aux travailleurs frontaliers;

b) aux artistes et aux personnes exerçant une profession libérale qui sont entrés dans le pays pour une courte période;

c) aux gens de mer;

d) aux personnes venues spécialement à des fins de formation ou d'éducation;

e) aux personnes employées par des organisations ou des entreprises œuvrant dans le territoire d'un pays, qui ont été admises temporairement dans ce pays, à la demande de leur employeur, pour remplir des fonctions ou des tâches spécifiques, pour une période limitée et déterminée et qui sont tenues de quitter ce pays lorsque ces fonctions ou ces tâches ont été accomplies.

ARTICLE 12.

Tout Membre doit, par des méthodes adaptées aux circonstances et aux usages nationaux:

a) s'efforcer d'obtenir la collaboration des organisations d'employeurs et de travailleurs et d'autres organismes appropriés pour favoriser l'acceptation et l'application de la politique prévue à l'article 10 de la présente convention;

b) promulguer les lois et encourager des programmes d'éducation propres à assurer cette acceptation et cette application;

c) prendre des mesures, encourager des programmes d'éducation et développer d'autres activités à ce que les travailleurs migrants connaissent le plus complètement possible la politique adoptée, leurs droits et leurs obligations et les activités destinées à leur apporter une assistance effective pour assurer leur protection et leur permettre d'exercer leurs droits;

d) abroger toute disposition législative et modifier toute disposition ou pratique administrative qui sont incompatibles avec ladite politique;

e) en consultation avec les organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, élaborer et appliquer une politique sociale appropriée aux conditions et pratiques nationales pour que les travailleurs migrants et leur famille soient à même de bénéficier des avantages accordés à ses propres nationaux, tout en tenant compte — sans porter atteinte au principe de l'égalité de chances et de traitement — des besoins particuliers qu'il peuvent avoir jusqu'à moment où leur adaptation à la société du pays d'emploi est réalisée;

f) tout mettre en œuvre en vue d'aider et d'encourager les efforts des travailleurs migrants et de leurs familles visant à préserver leur identité nationale et ethnique ainsi que leurs liens cul-

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

turels avec leur pays d'origine, y compris la possibilité, pour les enfants, de recevoir un enseignement de leur langue maternelle;

g) garantir l'égalité de traitement en matière de conditions de travail entre tous les travailleurs migrants exerçant la même activité quelles que soient les conditions particulières de leur emploi.

ARTICLE 13.

1. Tout Membre peut prendre toutes les mesures nécessaires, qui relèvent de sa compétence et collaborer avec d'autres Membres, pour faciliter le regroupement familial de tous les travailleurs migrants résidant légalement sur son territoire.

2. Le présent article vise le conjoint du travailleur migrant, ainsi que, pour autant qu'ils soient à sa charge, ses enfants et ses père et mère.

ARTICLE 14.

Tout Membre peut:

a) subordonner le libre choix de l'emploi, tout en assurant le droit à la mobilité géographique, à la condition que le travailleur migrant ait résidé légalement dans le pays aux fins d'emploi pendant une période prescrite ne devant pas dépasser deux années ou, si la législation exige un contrat d'une durée déterminée inférieure à deux années, que le premier contrat de travail soit venu à échéance;

b) après consultation appropriée des organisations représentatives d'employeurs et de travailleurs, réglementer les conditions de reconnaissance des qualifications professionnelles, y compris les certificats et les diplômes, acquises à l'étranger;

c) restreindre l'accès à des catégories limitées d'emploi et de fonctions lorsque cela est nécessaire dans l'intérêt de l'Etat.

PARTIE III. DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 15.

La présente convention n'empêche pas les Membres de conclure des accords multilatéraux ou bilatéraux en vue de résoudre les problèmes découlant de son application.

ARTICLE 16.

1. Tout Membre qui ratifie la présente convention peut, par une déclaration annexée à sa ratification, exclure de son acceptation la partie I ou la partie II de la convention.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

2. Tout Membre qui a fait une telle déclaration peut l'annuler en tout temps par une déclaration ultérieure.

3. Tout Membre pour lequel une déclaration au titre du paragraphe 1 du présent article est en vigueur devra indiquer, dans ses rapports sur l'application de la présente convention, l'état de sa législation et de sa pratique concernant les dispositions de la partie exclue de son acceptation, en précisant la mesure dans laquelle il a été donnée suite ou il est proposé de donner suite à ces dispositions ainsi que leur raisons pour lesquelles il ne les a pas encore incluses dans son acceptation de la convention.

ARTICLE 17.

Les ratifications formelles de la présente convention seront communiquées au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistrées.

ARTICLE 18.

1. La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail dont la ratification aura été enregistrée par le Directeur général.

2. Elle entrera en vigueur douze mois après que le ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Directeur général.

3. Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

ARTICOLO 19.

1. Tout Membre ayant ratifié la présente convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la mise en vigueur initiale de la convention, par un acte communiqué au Directeur général du Bureau international du Travail et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée.

2. Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

ARTICLE 20.

1. Le Directeur général du Bureau international du Travail notifiera à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail l'enregistrement de toutes les ratifications et dénonciations qui lui seront communiquées par les Membres de l'Organisation.

2. En notifiant aux Membres de l'Organisation l'enregistrement de la deuxième ratification qui lui aura été communiquée, le Directeur général appellera l'attention des Membres de l'Organisation sur la date à laquelle la présente convention entrera en vigueur.

ARTICLE 21.

Le Directeur général du Bureau international du Travail communiquera au Secrétaire général des Nations Unies, aux fins d'enregistrement, conformément à l'article 102 de la Charte des Nations Unies, des renseignements complets au sujet de toutes ratifications et de tous actes de dénonciation qu'il aura enregistrés conformément aux articles précédents.

ARTICLE 22.

Chaque fois qu'il le jugera nécessaire, le Conseil d'administration du Bureau international du Travail présentera à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et examinera s'il y a lieu d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

ARTICLE 23.

1. Au cas où la Conférence adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, et à moins que la nouvelle convention ne dispose autrement:

a) la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit, nonobstant l'article 19 ci-dessus, dénonciation immédiate de la présente convention, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur;

b) à partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

2. La présente convention demeurerait en tout cas en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la convention portant révision.

ARTICLE 24.

Les versions française et anglaise du texte de la présente convention font également foi.

Le texte qui précède est le texte authentique de la convention dûment adoptée par la Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail dans sa soixantième session qui s'est tenue à Genève et qui a été déclarée close le vingt-cinquième jour de juin 1975.

EN FOI DE QUOI ont apposé leurs signatures, ce vingt-sixième jour de juin 1975:

Le Président de la Conférence,

BLAS F. OPLE

Le Directeur général du Bureau international du Travail,

FRANCIS BLANCHARD

N. B. — TRADUZIONE NON UFFICIALE**CONVENZIONE (N. 143)****sulle migrazioni in condizioni abusive e sulla promozione
della parità di opportunità e di trattamento dei lavoratori
migranti**

La Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro,

Convocata a Ginevra dal Consiglio di Amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau International du Travail - B.I.T.) e ivi riunitasi il giorno 4 giugno 1975, nella sua sessantesima sessione;

Considerato che il Preambolo della Costituzione dell'Organizzazione internazionale del Lavoro assegna all'Organizzazione stessa il compito di difendere gli « interessi dei lavoratori occupati all'estero »;

Considerato che la Dichiarazione di Filadelfia riafferma, tra i principi basilari dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, che « il lavoro non è una merce » e che « la povertà, ovunque essa esista, costituisce un pericolo per la prosperità di tutti », e riconosce l'obbligo solenne dell'Organizzazione di assecondare la messa in opera di programmi idonei, tra l'altro, ad attuare la piena occupazione, in particolare con « mezzi atti a facilitare i trasferimenti di lavoratori, ivi comprese le migrazioni di manodopera... »;

Considerati il Programma mondiale per l'occupazione dell'OIL nonché la Convenzione e la Raccomandazione sulla politica dell'occupazione, 1964, e rilevando la necessità di evitare l'eccessivo sviluppo, incontrollato o non assistito, dei movimenti migratori, date le loro conseguenze negative sul piano sociale ed umano;

Considerato inoltre che, al fine di superare il sottosviluppo e la disoccupazione cronica e strutturale, i governi di numerosi paesi insistono sempre più sulla opportunità di promuovere gli spostamenti di capitali e di tecnologie piuttosto che quelli dei lavoratori, in funzione delle esigenze e delle richieste di tali paesi e nell'interesse reciproco dei paesi d'origine e di quelli di occupazione;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

Considerato altresì il diritto di ogni persona di lasciare qualsiasi paese, ivi compreso il proprio, e di entrare nel proprio paese, come stabilito dalla Dichiarazione universale dei Diritti dell'Uomo e dal Patto internazionale relativo ai Diritti civili e politici;

Ricordando le disposizioni contenute nella Convenzione e nella Raccomandazione sui lavoratori migranti (rivedute), 1949; nella Raccomandazione sulla protezione dei lavoratori migranti (paesi insufficientemente sviluppati), 1955; nella Convenzione e nella Raccomandazione sulla politica dell'occupazione, 1964, nella Convenzione e nella Raccomandazione sul servizio dell'occupazione, 1948; nella Convenzione sugli Uffici di collocamento a pagamento (riveduta), 1949, le quali trattano di problemi quali la disciplina del reclutamento, dell'introduzione e del collocamento dei lavoratori migranti, della messa a disposizione degli stessi di informazioni precise sulle migrazioni, delle condizioni minime di cui dovrebbero beneficiare i lavoratori migranti, nel corso del viaggio e al momento dell'arrivo, dell'adozione di una politica attiva dell'occupazione, nonché della collaborazione internazionale in questi campi;

Considerato che l'emigrazione di lavoratori dovuta alle condizioni del mercato del lavoro dovrebbe avvenire sotto la responsabilità degli enti ufficiali per l'occupazione, conformemente agli accordi multilaterali e bilaterali relativi, tra l'altro quelli che permettono la libera circolazione dei lavoratori;

Considerato che, a norma dell'esistenza di traffici illeciti o clandestini di manodopera, nuove norme specialmente dirette contro tali pratiche abusive sarebbero auspicabili;

Ricordato che la Convenzione sui lavoratori migranti (riveduta), 1949, chiede ad ogni Stato membro che l'abbia ratificata di applicare agli immigranti che si trovino legalmente nei confini del proprio territorio un trattamento non meno favorevole di quello applicato ai propri nazionali, per quanto attiene a varie materie in essa elencate, nella misura in cui tali questioni siano disciplinate dalla legislazione o dipendano dalle autorità amministrative;

Ricordato che la definizione del termine « discriminazione », nella Convenzione relativa alla discriminazione (occupazione e professione), 1958, non include obbligatoriamente le distinzioni basate sulla nazionalità;

Considerato che nuove norme sarebbero auspicabili, ivi comprese quelle in materia di sicurezza sociale, per promuovere la parità di opportunità e di trattamento per i lavoratori migranti e, per quanto riguarda le questioni disciplinate dalla legislazione o dipendenti dalle autorità amministrative, per garantire un trattamento almeno uguale a quello dei lavoratori nazionali;

Rilevato che le attività relative ai diversissimi problemi riguardanti i lavoratori migranti possono raggiungere pienamente i loro obiettivi soltanto con l'ausilio di una stretta cooperazione con le Nazioni Unite e le istituzioni specializzate;

Rilevato che, nell'elaborare le presenti norme, è stato tenuto conto dei lavori delle Nazioni Unite e delle istituzioni specializzate

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

e che, al fine di evitare doppioni e di garantire un opportuno coordinamento, verrà proseguita una cooperazione continua, per promuovere e garantire l'applicazione di tali norme;

Avendo deciso di adottare varie proposte relative ai lavoratori migranti, argomento che costituisce il quinto punto dell'ordine del giorno della sessione;

Dopo aver deciso che tali proposte abbiano a prendere la forma di una Convenzione che venga ad integrare la Convenzione sui lavoratori migranti (riveduta), 1949, e la Convenzione sulla discriminazione (occupazione e professione), 1958,

Adotta, addì ventiquattro giugno millecentosettantacinque, la Convenzione di cui sotto, che verrà denominata Convenzione sui lavoratori migranti (disposizioni complementari), 1975.

PARTE I. — MIGRAZIONI IN CONDIZIONI ABUSIVE.

ARTICOLO 1.

Ogni Stato membro per cui la presente convenzione sia in vigore s'impegna a rispettare i diritti fondamentali dell'uomo di tutti i lavoratori migranti.

ARTICOLO 2.

1. Ogni Stato membro per cui la presente convenzione sia in vigore deve impegnarsi a stabilire sistematicamente se esistano lavoratori migranti illegalmente occupati sul proprio territorio e se esistano, in provenienza o a destinazione del territorio stesso, o in transito, migrazioni al fine dell'occupazione in cui i lavoratori migranti vengano sottoposti, nel corso del viaggio, all'arrivo o durante il soggiorno e l'occupazione, a condizioni contrastanti con gli strumenti o accordi internazionali, multilaterali e bilaterali, relativi, ovvero con la legislazione nazionale.

2. Le organizzazioni di rappresentanza degli imprenditori e dei lavoratori debbono essere largamente consultate ed avere la possibilità di fornire le proprie informazioni in proposito.

ARTICOLO 3.

Ogni Stato membro deve adottare tutte le disposizioni necessarie ed opportune, sia che siano di sua competenza, sia che richiedano una collaborazione con altri Stati membri:

a) per sopprimere le migrazioni clandestine e l'occupazione illegale di lavoratori migranti;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

b) contro gli organizzatori di movimenti illeciti o clandestini di lavoratori migranti, ai fini dell'occupazione, in provenienza o a destinazione del proprio territorio, o in transito attraverso lo stesso, e contro coloro che impiegano lavoratori i quali siano immigrati in condizioni illegali, per prevenire ed eliminare gli abusi di cui all'articolo 2 della presente convenzione.

ARTICOLO 4.

Gli Stati membri debbono, tra l'altro, adottare, sul piano nazionale ed internazionale, le disposizioni necessarie per stabilire a tale proposito contatti e scambi sistematici d'informazione con gli altri Stati, consultando anche le organizzazioni rappresentative degli imprenditori e dei lavoratori.

ARTICOLO 5.

Le disposizioni di cui agli articoli 3 e 4 debbono, tra l'altro, tendere a far sì che gli autori di traffici clandestini di manodopera possano essere perseguiti, qualunque sia il paese dal quale essi esercitano le loro attività.

ARTICOLO 6.

1. Disposizioni debbono essere prese conformemente alla legislazione nazionale per una identificazione efficace dell'occupazione illegale di lavoratori migranti, nonché per la definizione e l'applicazione di sanzioni amministrative, civili e penali, che possono giungere sino alla detenzione, riguardo all'occupazione illegale di lavoratori migranti, all'organizzazione di migrazioni a fini occupazionali definiti come implicanti gli abusi di cui all'articolo 2 della presente convenzione, ed all'assistenza consapevolmente concessa, con o senza fini di lucro, a tali migrazioni.

2. Quando un datore di lavoro viene perseguito in ottemperanza alle disposizioni adottate in virtù del presente articolo, egli deve avere il diritto di produrre la prova della propria buona fede.

ARTICOLO 7.

Le organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori debbono essere consultate a proposito della legislazione e delle altre disposizioni previste dalla presente convenzione, al fine di prevenire o di eliminare gli abusi di cui sopra, e la possibilità di prendere iniziative all'uopo deve esser loro riconosciuta.

ARTICOLO 8.

1. A condizione di aver risieduto legalmente nel paese ai fini dell'occupazione, il lavoratore migrante non potrà essere considerato in posizione illegale o comunque irregolare a seguito della perdita del lavoro, perdita che non deve, di per sé, causare il ritiro del permesso di soggiorno o, se del caso, del permesso di lavoro.

2. Egli dovrà, quindi, usufruire di un trattamento identico a quello dei cittadini nazionali, specialmente per quanto riguarda le garanzie relative alla sicurezza dell'occupazione, la riqualifica, i lavori di assistenza e di reinserimento.

ARTICOLO 9.

1. Senza pregiudizio delle misure destinate al controllo dei movimenti migratori ai fini dell'occupazione, garantendo che i lavoratori migranti entrino nel territorio nazionale e vi siano occupati conformemente alla legislazione relativa, il lavoratore migrante deve, nei casi in cui detta legislazione non sia rispettata e in cui la propria posizione non possa essere regolarizzata, beneficiare, per sé stesso e per i familiari, della parità di trattamento per quanto riguarda i diritti derivanti da occupazioni anteriori, in fatto di retribuzione, di previdenza sociale e di altre facilitazioni.

2. In caso di contestazione dei diritti di cui al precedente paragrafo, il lavoratore deve avere la possibilità di far valere i propri diritti innanzi ad un ente competente sia personalmente, sia tramite suoi rappresentanti.

3. In caso di espulsione del lavoratore o della sua famiglia, essi non dovranno sostenerne le spese.

4. Nulla, nella presente convenzione, vieta ai membri di concedere alle persone che risiedono o lavorano illegalmente nel Paese il diritto di rimanervi e di esservi legalmente occupate.

PARTE II. — PARITÀ DI OPPORTUNITÀ E DI TRATTAMENTO.**ARTICOLO 10.**

Ogni Stato membro per il quale la convenzione sia in vigore s'impegna a formulare e ad attuare una politica nazionale diretta a promuovere e garantire, con metodi adatti alle circostanze ed agli usi nazionali, la parità di opportunità e di trattamento in materia di

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

occupazione e di professione, di sicurezza sociale, di diritti sindacali e culturali, nonché di libertà individuali e collettive per le persone che, in quanto lavoratori migranti o familiari degli stessi, si trovino legalmente sul suo territorio.

ARTICOLO 11.

1. Ai fini dell'applicazione della presente parte della convenzione il termine « lavoratore migrante » designa una persona che emigra o è emigrata da una paese verso l'altro, in vista di una occupazione, altrimenti che per proprio conto; esso include qualsiasi persona ammessa regolarmente in qualità di lavoratore migrante.

2. La presente parte non si applica:

- a) ai lavoratori frontalieri;
- b) agli artisti e professionisti entrati nel paese per un breve periodo;
- c) ai marittimi;
- d) alle persone venute particolarmente a scopo di formazione o educazione;
- e) alle persone occupate da organizzazioni o imprese operanti nel territorio di un paese, che siano state ammesse temporaneamente in tale Paese su domanda del datore di lavoro, per adempiere funzioni o compiti specifici, per un periodo limitato e determinato, e che siano tenute a lasciare detto paese quando tali funzioni o compiti siano terminati.

ARTICOLO 12.

Ogni Stato membro deve, con metodi adatti alle circostanze ed agli usi nazionali:

- a) cercare di ottenere la collaborazione delle organizzazioni di datori di lavoro e di lavoratori e di altri enti appropriati, per favorire l'accettazione e l'attuazione della politica prevista dall'articolo 10 della presente convenzione;
- b) emanare leggi e promuovere programmi di educazione atti a garantire tale accettazione e tale attuazione;
- c) adottare disposizioni, incoraggiare programmi di educazione e sviluppare altre attività diretti a far sì che i lavoratori migranti conoscano nel modo più completo possibile la politica adottata, i loro diritti ed i loro obblighi, nonché le attività destinate a dar loro una effettiva assistenza, per garantire la loro protezione e permettere loro di esercitare i propri diritti;

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

d) abrogare qualsiasi disposizione legislativa e modificare qualsiasi disposizione o prassi amministrativa incompatibili con la suddetta politica;

e) con la consulenza delle organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori, elaborare ed attuare una politica sociale rispondente alle condizioni ed agli usi nazionali, affinché i lavoratori migranti ed i loro familiari possano essere in condizione di usufruire dei vantaggi concessi ai propri lavoratori nazionali, tenendo conto — fatto salvo il principio della parità di opportunità e di trattamento — delle esigenze particolari che essi possano avere fino al momento del loro adattamento alla società del paese di occupazione;

f) fare tutto il possibile per aiutare ed incoraggiare gli sforzi dei lavoratori migranti e dei loro familiari tendenti a preservare la propria identità nazionale ed etnica, nonché i legami culturali che li uniscono al paese di origine, ivi compresa la possibilità, per i loro figli, di ricevere un insegnamento nella loro lingua madre;

g) garantire l'egualanza di trattamento in materia di condizioni di lavoro tra tutti i lavoratori migranti che esercitino la stessa attività, quali che siano le particolari condizioni della loro occupazione.

ARTICOLO 13.

1. Ogni Stato membro può adottare tutte le disposizioni opportune di sua competenza e collaborare con altri Membri, per favorire il raggruppamento familiare di tutti i lavoratori migranti che risiedono legalmente sul suo territorio.

2. Il presente articolo concerne il coniuge del lavoratore migrante, nonché, ove siano a suo carico, i figli ed i genitori.

ARTICOLO 14.

Ogni Stato membro può:

a) subordinare la libera scelta dell'occupazione, pur garantendo il diritto alla mobilità geografica, alla condizione che il lavoratore migrante abbia avuto residenza legale nel paese, ai fini del lavoro, durante un periodo prescritto, non superiore a due anni o, se la legislazione esige un contratto di una data durata inferiore ai due anni, che il primo contratto di lavoro sia scaduto;

b) dopo opportuna consultazione delle organizzazioni rappresentative dei datori di lavoro e dei lavoratori, regolamentare le condizioni per il riconoscimento delle qualifiche professionali, ivi compresi i certificati e diplomi, acquisite all'estero;

c) respingere l'accesso a limitate categorie di occupazione e di funzioni, qualora tale restrizione sia necessaria nell'interesse dello Stato.

PARTE III. — DISPOSIZIONI FINALI.**ARTICOLO 15.**

La presente convenzione non vieta agli Stati membri di concludere accordi multilaterali o bilaterali al fine di risolvere i problemi derivanti dalla sua applicazione.

ARTICOLO 16.

1. Ogni Stato membro che ratifichi la presente convenzione può, con una dichiarazione allegata alla ratifica, escludere dalla propria accettazione la parte I o la parte II della convenzione.

2. Ogni Stato membro che faccia una simile dichiarazione può annullarla in qualsiasi momento con una dichiarazione ulteriore.

3. Qualsiasi Membro per cui una dichiarazione fatta conformemente al paragrafo 1 del presente articolo sia in vigore dovrà indicare, nelle sue relazioni sull'applicazione della presente convenzione, lo stato della propria legislazione e della propria prassi, per quanto riguarda le disposizioni della parte esclusa dalla propria accettazione, precisando la misura in cui è stato dato seguito, o proposto di dar seguito, a tali disposizioni, nonché i motivi per i quali non le ha ancora incluse nell'accettazione della convenzione.

ARTICOLO 17.

Le ratifiche formali della presente convenzione verranno comunicate al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail — B.I.T.) e dal Direttore generale stesso registrate.

ARTICOLO 18.

1. La presente convenzione impegnerà solo i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la cui ratifica sarà registrata dal Direttore generale.

2. Essa entrerà in vigore dodici mesi dopo che le ratifiche di due Membri saranno state registrate dal Direttore generale.

3. In seguito, la convenzione entrerà in vigore per ogni Membro dodici mesi dopo la data in cui la ratifica del Membro stesso sarà stata registrata.

ARTICOLO 19.

1. Qualsiasi Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione può denunziarla allo scadere di un periodo di dieci anni dopo la data di entrata in vigore iniziale della convenzione, con un atto comunicato al Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) e dallo stesso registrato. La denunzia avrà effetto allo scadere di un anno dopo la sua registrazione.

2. Qualsiasi Stato membro che abbia ratificato la presente convenzione il quale, entro un anno dallo scadere del periodo decennale di cui sopra — paragrafo precedente — non faccia uso della facoltà di denunzia prevista dal presente articolo, sarà impegnato per un nuovo periodo di dieci anni e, in seguito, potrà denunziare la presente convenzione allo scadere di ogni periodo decennale, alle condizioni previste dal presente articolo.

ARTICOLO 20.

1. Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) notificherà a tutti i Membri dell'Organizzazione internazionale del Lavoro la registrazione di tutte le ratifiche e denunzie che gli verranno comunicate dai Membri dell'Organizzazione.

2. Nel notificare ai Membri dell'Organizzazione la registrazione della seconda ratifica che gli verrà comunicata, il Direttore generale richiamerà l'attenzione dei Membri dell'Organizzazione sulla data dell'entrata in vigore della presente convenzione.

ARTICOLO 21.

Il Direttore generale dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) comunicherà al Segretario generale delle Nazioni Unite, per la loro registrazione, conformemente all'articolo 102 della Carta delle Nazioni Unite, informazioni complete su tutte le ratifiche e su tutti gli atti di denunzia che egli avrà registrati in conformità agli articoli precedenti.

ARTICOLO 22.

Ogni volta che lo riterrà necessario, il Consiglio di amministrazione dell'Ufficio internazionale del Lavoro (Bureau international du Travail - B.I.T.) presenterà alla Conferenza generale una relazione sull'applicazione della presente convenzione ed esaminerà se sia il caso di introdurre nell'ordine del giorno di detta Conferenza la questione della sua revisione totale o parziale.

VIII LEGISLATURA — DISEGNI DI LEGGE E RELAZIONI — DOCUMENTI

ARTICOLO 23.

1. In caso che la Conferenza adotti una nuova convenzione sulla revisione totale o parziale della presente convenzione e salvo che la nuova convenzione disponga altrimenti:

a) la ratifica da parte di un Membro della nuova convenzione sulla revisione provocherebbe, di pieno diritto, nonostante l'articolo 19 precedente, la denunzia immediata della presente convenzione, a condizione che la nuova convenzione riguardante la revisione sia entrata in vigore;

b) a partire dalla data d'entrata in vigore della nuova convenzione revisionata, la presente convenzione cesserebbe di essere aperta alla ratifica degli Stati membri.

2. La presente convenzione rimarrebbe, comunque, in vigore nella sua forma e nel suo contenuto, per i membri che l'avessero ratificata e non ratificassero la convenzione di revisione.

ARTICOLO 24.

Le versioni francese ed inglese del testo della presente convenzione fanno ugualmente fede.

Il testo che precede è il testo autentico della convenzione debitamente adottata dalla Conferenza generale dell'Organizzazione internazionale del Lavoro, nel corso della sua sessantesima sessione, tenuta in Ginevra e dichiarata chiusa addì venticinque giugno 1975.

IN FEDE DI CHE hanno apposto la loro firma, addì ventisei giugno 1975:

Il Presidente della Conferenza

BLAS, F. OPLE

Il Direttore dell'Ufficio internazionale del Lavoro

FRANCIS BLANCHARD